

*l'Anti*capitaliste

n°507 | 30 janvier 2020 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Dossier

RENCONTRE DES SALARIÉ·E·S DU PUBLIC ET DU PRIVÉ Pages 6 et 7

ÉDITO

Castaner, roi des grenades et de l'enfumage
Page 2

PREMIER PLAN

Santé: le retour des épidémies
Page 3



ACTU INTERNATIONALE

Bolivie: «Le pays est de nouveau aux mains de l'oligarchie historique» Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Katia Dubreuil, présidente du Syndicat de la magistrature Page 12



édito

Par JULIEN SALINGUE

Castaner, roi des grenades et de l'enfumage

« Pour nous, ça ne change rien puisque la GLI est remplacée par la GM2L » : c'est ainsi qu'a réagi un CRS, cité par l'AFP, suite à l'annonce par Christophe Castaner du retrait « immédiat » des grenades GLI-F4. Voilà qui confirme sans ambiguïté, pour ceux qui en doutaient, que la décision du ministre de l'Intérieur s'inscrit avant tout dans une logique de communication, et absolument pas dans une volonté de réduire les risques de blessures et de mutilations pour les manifestantEs. La production des GLI-F4 avait cessé depuis 2014, et leur remplacement par les GM2L était déjà en cours. Des grenades qui ne sont pas moins dangereuses, comme l'ont souligné les avocats de plusieurs blessés et mutilés dans un communiqué publié après les annonces de Castaner : « Si [la GM2L] ne contient certes pas de TNT, elle est dotée d'un dispositif pyrotechnique équivalent et possède les mêmes caractéristiques lacrymogènes et assourdissantes. Sa fonction, quant à elle, demeure : traumatiser les corps et les esprits. »

Il n'y a donc, du côté de pouvoir, aucune remise en cause des stratégies violentes de maintien de « l'ordre » et de l'utilisation d'armes de guerre, mutilantes, contre les populations. Aucune compassion pour les victimes, aucun regret, aucune forme d'autocritique. Le syndicat Unité-SGP Police-FO ne s'y est pas trompé qui, par la voix de son secrétaire général, a parlé d'un « effet d'annonce à vocation politique, à quelques semaines des municipales ». On notera toutefois, et l'on doit s'en féliciter, que si l'annonce du retrait d'une arme mutilante a une « vocation politique », c'est parce que le débat sur les violences policières est désormais installé dans le paysage, en raison de l'ampleur et de la persistance du phénomène, que plus personne ne peut nier, et grâce à la mobilisation des blessés, des mutilés et de leurs avocats, et au précieux travail des journalistes indépendants. L'enfumage de Castaner est donc révélateur, « en même temps », de la volonté du pouvoir de maintenir sa gouvernance autoritaire et de la pression qui s'exerce sur lui au sujet de violences qu'il ne peut plus nier. Une obstination fébrile qui doit nous convaincre de la nécessité et de la possibilité d'en finir avec Macron, Castaner et Cie, dont le projet n'est rien d'autre que la liquidation de l'ensemble de nos droits sociaux et démocratiques.

BIEN DIT

Pour convaincre les électeurs qu'il continue d'incarner la démocratie, voici qu'Emmanuel Macron brandit le spectre de la dictature. [...] Ce renversement permet de considérer que celles et ceux qui s'inquiètent pour la démocratie la menacent en fait.

ÉRIC FASSIN, Mediapart, 25 janvier 2020.

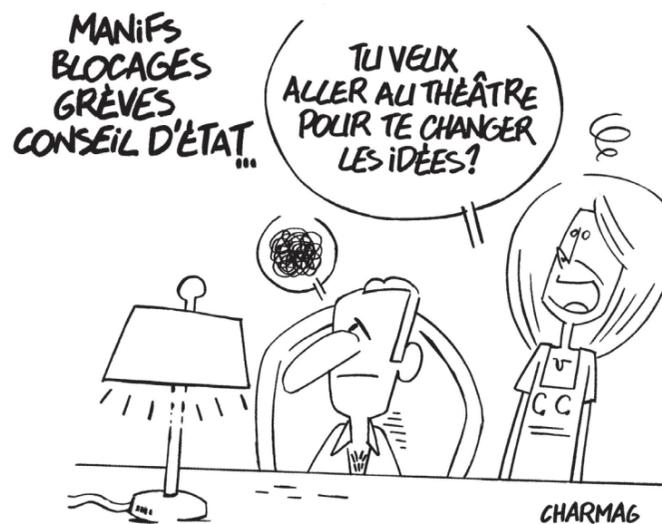
À la Une

Illégitime, antisociale, dangereuse : leur contre-réforme ne passera pas !

Macron et son gouvernement ont décidé de passer en force malgré une popularité en baisse et un soutien à la grève toujours majoritaire. Lundi 2 février, la réforme des retraites arrive au Parlement. Le calendrier parlementaire va ainsi s'étendre sur quelques mois et enjamber les élections municipales, qui seront marquées par notre mobilisation pour le retrait de cette réforme. Sans attendre, c'est dès aujourd'hui que nous devons continuer à construire un mouvement d'ensemble, la généralisation de la grève pour le retrait de la réforme et plus largement contre Macron et son monde.

Nous avons gagné une majorité de la population à l'idée que cette réforme devait être retirée tant elle remet en cause les solidarités dans la société. Au-delà des pertes de pension, ce sont bien les liens entre générations de travailleurEs que Macron cherche à briser pour livrer des centaines de milliards d'euros sur un plateau aux grands groupes capitalistes. Malgré le matraquage gouvernemental, malgré la complaisance médiatique, malgré les menaces, une majorité de la population continue de s'opposer à la réforme, de demander son retrait, et de soutenir le mouvement. C'est l'une des premières victoires, et pas des moindres, de la mobilisation en cours. Certaines enquêtes d'opinion indiquent même que l'opposition à la réforme continue de croître : du jamais vu !

Même le Conseil d'État a fini par s'en mêler, en rendant un avis particulièrement désagréable pour le gouvernement, accusé à mots à peine couverts de vouloir faire passer en force un projet mal ficelé et mal chiffré. Nous n'avons certes pas d'alliés dans ces institutions conçues pour garantir la stabilité de l'ordre institutionnel bourgeois, mais nous n'allons pas boudier notre plaisir : lorsque ceux d'en haut commencent à se diviser et à se tirer dans les pattes, c'est toujours un bon signe !



Convaincre partout de l'utilité de la grève

Mais cette victoire idéologique, qui provoque des remous jusqu'aux sommets de l'État et qui contribue à délégitimer, toujours un peu plus, Macron, en chute libre dans les enquêtes d'opinion, n'est pas suffisante. Nous avons besoin de convaincre plus de salariéEs qu'il est possible de gagner et que cela passera par l'arrêt du travail, la grève qui se généralise. Le but ? Bloquer la production, pas uniquement les transports. Il faut taper

au portefeuille des capitalistes. Et là où ça leur fait le plus mal, c'est quand la production s'arrête. En ce sens, toutes les actions symboliques de blocage d'entreprises qui produisent des marchandises, si elles ne peuvent être suffisantes pour gagner, ont le mérite de montrer le chemin à suivre ! Pour bloquer la production, il faut donc construire la grève majoritaire pour arrêter de produire. Même si l'organisation du travail, la sous-traitance, la multiplicité des contrats sur un même lieu

de travail divisent profondément notre camp social et font croire à chacun d'entre nous que son travail et du coup l'arrêt de ce travail n'a pas d'impact sur la production. Pourtant, sans personnel administratif, dans une entreprise, rien ne tourne. Sans services publics, l'économie s'arrête. Sans manutentionnaires, les stocks ne sont plus gérés. Et ainsi de suite. Si l'on réfléchit bien, la plupart des métiers, pris individuellement, ne bloquent rien. Mais quand des dizaines de secteurs s'y mettent ensemble, alors là tout commence à s'arrêter !

Retirer la réforme des retraites et solder les comptes !

Si dans les jours et les semaines qui viennent la grève s'étend, nous gagnerons le retrait de la réforme, mais nous devons également solder les comptes. Après 20 ans de reculs, nous voulons tout mettre sur la table.

La retraite ? C'est à 60 ans après 35 années de cotisations. Il faut également retirer la réforme de l'assurance chômage qui va jeter dans la misère des centaines de milliers de chômeurEs le 1^{er} avril. Le temps de travail ? C'est 32 heures par semaine maximum. Il faut travailler moins pour travailler toutes et tous en bonne santé ! Les salaires ? Il est temps d'imposer une augmentation générale. Pas un revenu en-dessous de 1800 euros. Indexation des revenus et des pensions sur l'inflation ! Nous en avons marre et nous disons qu'il est temps d'en finir avec le pouvoir des capitalistes de gérer nos vies. C'est bien celles et ceux qui travaillent qui ont le pouvoir dans leurs mains. Dans l'action, en en prenant conscience, alors il sera possible d'en finir avec Macron et son monde.

RUSSIE

Réforme constitutionnelle : « Une nouvelle qualité de la gestion d'État »

Le Président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, s'est adressé le 15 janvier 2020 à l'Assemblée fédérale (Chambre des régions de niveau fédéral) à Moscou devant une assistance de près de 1300 personnes, composée de personnes influentes sur le plan institutionnel, avec un message. « Il nous faut résoudre plus rapidement, sans attendre, des tâches sociales, économiques et technologiques sur une grande échelle. » Cela « exige une nouvelle qualité de la gestion d'État, du travail du gouvernement et de tous les niveaux de pouvoir, un dialogue direct avec les citoyens ».

Vladimir Poutine a proposé une série de mesures de réformes institutionnelles avec une idée en tête : « La Russie doit rester une république présidentielle forte ». Et, en ce qui concerne la limitation à deux mandats successifs : « Je ne pense pas que cette

question soit une question de principe, mais je suis d'accord avec cette idée » !

Aveu d'échec et garantie du pouvoir

Parler de dialogue direct est un vrai mensonge dans un espace où les formes d'intimidation de la population

sont monnaie courante. À l'image de Kiril Tchirkine, agressé dans la soirée du 9 janvier à Moscou, car il demandait l'installation d'un éclairage public dans une rue où des flics ont cassé une matraque sur le corps d'un manifestant opposé à Poutine en juillet dernier. Parmi, les formes

de dialogue, un « assouplissement » du code pénal permettra de trouver plus simplement un prétexte de condamnation, et de fabriquer des affaires pénales ou administratives. Le PIB russe a baissé de 1,3% l'année dernière. Lors de l'inauguration de son troisième mandat en 2018, Vladimir

Un monde à changer

LA VICTOIRE SUR LE CHÔMAGE: UNE FAKE-NEWS DU POUVOIR.

Ce lundi 26 janvier, les cris de victoire ont fusé: la bataille contre le chômage serait en passe d'être gagnée. Les statistiques publiées par Pôle emploi font en effet apparaître une baisse de 3,3% du chiffre des demandeurEs d'emploi n'ayant pas du tout travaillé au 4^e trimestre 2019. Ces 3,3% représentent 120 700 personnes: une goutte d'eau par rapport à 3,5 millions de chômeurEs totaux restant à la fin de l'année dernière. Si on regarde le chômage total (y compris les gens qui ont un petit morceau d'emploi), il s'établit à 6,41 millions (en baisse de 150 000 par rapport à 2018). Le chômage de masse demeure donc bien une réalité. Et ce n'est pas seulement une petite parenthèse pour les personnes concernées. 2,8 millions de personnes sont au chômage depuis plus d'un an et 1,5 million depuis plus de 2 ans: ce chiffre-là continue de grimper.

Un autre chiffre éclairant est le taux d'emploi (part des personnes en emploi) des 15-64 ans. Il est en légère baisse, ce qui signifie qu'une part des chômeurEs, découragés ou pour une autre raison, a renoncé à chercher un emploi. Sauf pour les 55-64 ans qui craignent pour l'avenir

de leur retraite et continuent plus à travailler pour peu que leur santé le leur permette et que leur patron les gardent.

Autre élément du discours officiel: la remontée de la part des CDI dans les embauches (hors intérim). C'est exact sur l'ensemble de l'année 2019. Mais sur 6,7 millions de déclarations d'embauche les CDI n'en représentent qu'1,1 million. Le reste est constitué d'emplois précaires sur lesquels bien souvent les salariéEs tournent (ce qui fait qu'il y a plusieurs embauches sur l'année pour un seulE salariéE). De plus au 4^e trimestre 2019, le nombre des CDI et des CDD de plus d'un d'un mois a baissé!

Enfin, avec les réformes successives du Code du travail, un CDI d'aujourd'hui ne donne pas les mêmes garanties de stabilité qu'il y a 15 ans.

Le chômage de masse est donc bien loin d'être un problème réglé: il est utile aux capitalistes pour peser sur les salaires et les droits dans l'entreprise. Ceci sans parler des disparités régionales, des taux de chômage vertigineux de certains quartiers populaires et des discriminations à l'embauche.

Pour vaincre le coronavirus, pas de vaccin ou d'anti-viral efficace. L'information diffusée rapidement à l'ensemble de la population, les mesures barrières (masque, lavage des mains), l'isolement des malades, le suivi rapproché des personnes qui ont été en contact avec les malades pendant au moins les 7-14 jours de l'incubation, la protection du personnel médical, sont les seuls moyens d'éteindre l'épidémie.

La diffusion a commencé

À l'opposé de ces exigences, pendant près d'une semaine, le web chinois s'est moqué de l'information officielle sur ce virus qui voyageait en Corée, en Thaïlande, au Japon, où des malades étaient signalés, mais qui en Chine restait bien sagement dans la ville de Wuhan. Mais avec les centaines de millions de Chinois qui voyagent lors du Nouvel An, l'épidémie risquait de se disséminer massivement. Après donc quelques hésitations, mais qui coutent cher aujourd'hui, Xi Jinping a donc été contraint de prendre les grands moyens. Isoler Wuhan et plus de 60 millions d'habitantes, supprimer les grands rassemblements du Nouvel An, interdire les voyages touristiques en groupe. Mais la carte de distribution des cas de coronavirus réalisée par l'université John Hopkins montre que la diffusion a déjà commencé au reste de la Chine. L'épidémie n'est plus cantonnée à Wuhan. Pour l'instant très peu de cas ont été notés hors de Chine, 54 cas sur 2100.

SANTÉ Le retour des épidémies

Une nouvelle épidémie de pneumopathie à coronavirus est apparue à Wuhan en Chine. À la date du 26 janvier, le 2019-nCoV avait déjà fait 56 morts, essentiellement chez des personnes âgées et/ou déjà malades, pour 2116 cas recensés. Trois cas sont recensés en France, tous importés de Chine. Le monde s'inquiète, l'épidémie de SRAS 2003, longtemps niée par le pouvoir chinois, avait tué 800 personnes, pour plus de 8000 cas recensés, en Chine essentiellement.



DR

Selon l'importance que l'on accorde aux dépenses de santé, selon que l'on privilégie la transparence et la santé des populations ou qu'on essaie de protéger la circulation continue de marchandises et de salariéEs nécessaires à l'économie capitaliste, la propagation de l'épidémie, la mortalité parmi le personnel soignant sera très différente.

Systèmes de santé à l'épreuve

C'est ce qu'avaient montré les profils très différents de l'épidémie de SRAS de 2003 à... Toronto et à Vancouver. Car il n'y a pas qu'en Chine que les

dirigeants ont manqué de transparence. À Vancouver, quand un malade du SRAS arrive de Hong Kong, l'information d'une épidémie de SRAS en Chine est largement relayée par un système d'alerte. Le personnel médical, informé et formé isole le patient en 15 minutes. Aucune nouvelle contamination. À Toronto, à l'arrivée d'un autre malade de Hong Kong, dans des urgences surchargées, sans information des médecins sur une alerte coronavirus, il faudra 21 heures avant que le malade soit isolé. Familles et personnels sont touchés, les hôpitaux débordés.

Mais il y a pire. Rapidement, tout à leur volonté de limiter les conséquences du SRAS sur le tourisme et l'économie, les dirigeants de Toronto déclarent l'épidémie finie, lèvent les restrictions. Et une deuxième vague de l'épidémie redémarre. 252 cas au total! Souvenons-nous qu'en mars 2018, cinq personnes avaient contracté la rougeole, une autre maladie très contagieuse, aux urgences du CHU de Poitiers. La grève des urgences ne fait que souligner la grande misère et l'impréparation de notre système de santé. Sida, coronavirus, Ebola, zika, dengue hémorragique... Entre mondialisation capitaliste, réchauffement climatique et mégapoles et systèmes de santé inégalitaires, nous vivons le retour des épidémies. Rien qu'en 2019, l'Asie aura connu plus de 1,3 million de cas de dengue, saturant les hôpitaux, ponctionnant les ressources des plus modestes. Un nouveau virus est né. Dans un monde global où tout circule plus vite, il sonne comme un rappel pour une solidarité globale, car les virus se moquent des frontières, se développent grâce aux inégalités, aux injustices, à l'absence de pouvoir sur nos vies.

Frank Cantaloup

Le chiffre

8 000 euros par jour

L'ONG Oxfam a trouvé une image choc: «Si quelqu'unE avait pu économiser l'équivalent de 8 000 euros / jour depuis la prise de la Bastille, il n'arriverait aujourd'hui qu'à 1% de la fortune de Bernard Arnault». À noter que l'image évaluait ladite fortune à 67 milliards (de dollars) et qu'elle a bondi, depuis, à 117 milliards. 2 153 milliardaires possèdent aujourd'hui plus que 4,6 milliards de personnes.



Agenda

Vendredi 31 janvier, rassemblement «Tous en soutien avec les personnes handicapées», Paris.

À 14 h devant le ministère de la Santé, 14, avenue Duquesne, métro École-Militaire ou Saint-François-Xavier.

Samedi 1^{er} février, rassemblement «pour la justice et la protection des enfants!», Paris.

À 12 h, place de la République.



NO COMMENT

43% [contre 56%] des Français souhaitent cette réforme, c'est énorme. Ça veut dire que les Français sont profondément convaincus qu'il faut passer à la retraite par points.

CHRISTOPHE BARBIER, BFM-TV, 19 janvier 2020.



WIKIMEDIA COMMONS

Poutine avait annoncé toute une série de choses: augmentation de la population, développement des exportations grâce à des gains de productivité, croissance des revenus et des retraites, l'amélioration des conditions de logement, parmi d'autres, le tout dans le cadre d'une coopération plus poussée

avec l'Union économique eurasiatique (créée en 2014) comprenant, outre la Russie, l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan et la Kirghizie. Selon les termes mêmes du message de Vladimir Poutine, on peut facilement comprendre que les objectifs fixés sont loin d'avoir été atteints. 90 000 places

en crèche étaient annoncées l'année dernière: un tiers sont disponibles.

Soutien populaire ou luttes ouvrières?

Les salaires constituent un vrai enjeu car leur niveau maintient dans la pauvreté une grande partie de la population. Ils ne permettent parfois même pas d'embaucher ce que dénonçait notamment les ambulanciers de Novosibirsk lors d'une grève en décembre dernier. Poutine a fait tout un tas de promesses sur l'augmentation du salaire minimum, la fixation d'une retraite minimum et son indexation sur l'inflation, hausse des différentes aides accordées aux familles (aides financières, santé, éducation, logement). L'objectif est double dans ce dernier cas, car les problèmes démographiques de la Russie, occupant une large part du message, compromettent gravement le développement du capitalisme dans le pays¹.

Les travailleurEs de la Fédération de Russie n'ont rien à attendre des changements constitutionnels ne faisant que renforcer l'autorité du président, défenseur des intérêts de la classe capitaliste russe, ni des quelques miettes qu'il promet être prêt à leur octroyer pour obtenir un soutien minimal et la paix sociale. Pas sûr qu'il réussisse à l'obtenir. L'année 2019 a presque atteint le niveau record de protestations. Le Centre des droits sociaux liés au travail a enregistré 1 443 actions pour les trois premiers trimestres de 2019². Par leurs luttes, les salariéEs pourront obtenir des concessions substantielles, et un changement de l'organisation de la société en leur faveur.

Jean Grenet

1 – Le taux de fécondité par femme était de 1,16 en 1999, il serait remonté à 1,5 en 2019 (1,3 en 1943).
2 – Quotidien Kommersant du lundi 27 janvier 2020.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

Directeur de publication:
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction:
Julien Salingue

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

LREM Des dissidences qui témoignent d'une fragilisation de Macron

Avec l'annonce, le 28 janvier, du départ de la députée des Français d'Amérique latine Paula Forteza, ce sont désormais près d'une vingtaine de parlementaires qui ont quitté le mouvement et/ou le groupe parlementaire LREM. Une hémorragie qui, si elle nous renseigne sur l'extrême volatilité des députés de la majorité, sélectionnés, on s'en souvient, sur CV, témoigne surtout de la fragilisation continue de la Macronie, et des dissensions en son sein, qui s'exprime également avec les « dissidences » pour les municipales de mars prochain.

Décidément, le « nouveau monde » promis par Macron et ses sbires a du plomb dans l'aile. Ces derniers temps, c'est notamment le fonctionnement autoritaire et clientéliste de la Macronie qui a été mis en cause par des élus LREM : « Verticalité du pouvoir doublée d'une forme de clanisme du président » (Frédérique Dumas, députée des Hauts-de-Seine) ; « Autoritarisme de petits chefs non élus et accouche de décisions politiques hors sol, confisquées aux territoires et aux acteurs locaux » (Valérie Petit, députée du Nord) ; « Résurgence de la vieille politique opaque et calculatrice au niveau local » (Pascale Fontenel-Personne, députée de la Sarthe) ; un mouvement « verrouillé, qui récompense les amitiés plus que les compétences [et suit] une dynamique d'exclusion, de rétrécissement, plus que de rassemblement » (Paula Forteza).

50 villes, 17 dissidences

Ces départs, qui s'ajoutent à d'autres qui ont été causés par des questions d'orientation politique (écologie, loi asile-immigration, etc.), font écho aux tensions qui s'expriment à l'occasion des élections municipales, entre autres à Paris. L'épisode de la convocation de Cédric Villani par Emmanuel Macron est à ce titre exemplaire : le député-mathématicien, sommé de rejoindre la liste de Benjamin Griveaux, s'est livré à une véritable séance d'humiliation du président de la République en expliquant, dès sa sortie, qu'il maintenait sa candidature. Le cas Villani n'est pas isolé : dans les 50 premières villes de France, LREM est confrontée à au moins 17 cas de dissidence, soit dans plus d'un tiers des municipalités. Paris donc, mais aussi Lyon, Toulouse, Marseille, Nice, Montpellier, Besançon, Mulhouse : autant de villes dans lesquelles les candidats officiellement investis par LREM, et donc avec la bénédiction de Macron, doivent faire face à des listes dissidentes, issues de la majorité présidentielle. Et l'on n'oubliera pas Biarritz, où ce sont deux ministres, Didier Guillaume (en tête de liste) et Jean-Baptiste Lemoine (en soutien du maire sortant), qui vont figurer sur deux listes concurrentes.

Un encouragement à poursuivre nos combats

Si ces phénomènes en disent long sur les ambitions dévorantes et l'absence totale de morale et de principe chez nombre de ceux qui se sont investis, en 2017, en soutien à Emmanuel Macron, ils doivent aussi être compris comme l'expression de l'érosion continue de la légitimité du pouvoir, y compris au sein de LREM, et de l'incapacité de Macron et de ses proches à se poser en arbitres reconnus des conflits internes : un signe supplémentaire de faiblesse. Les Gilets jaunes et la mobilisation contre la réforme des retraites y sont pour beaucoup : en s'opposant avec détermination aux politiques antisociales de Macron et Philippe et en gagnant les batailles idéologiques face à un pouvoir qui multiplie mensonges et provocation, ces mouvements contribuent largement à fragiliser le pouvoir et à l'empêcher d'homogénéiser sa base, et même ses cadres intermédiaires. Un encouragement à poursuivre nos combats, en premier lieu contre la « réforme » des retraites, et à continuer d'aller pourrir les « vœux » et autres apparitions publiques des petits soldats de la Macronie qui, sous leurs airs arrogants, n'arrivent pas à reprendre la main et, petit à petit, perdent pied.

Julien Salingue

LOI « HAINE SUR INTERNET »

La censure du web en marche

La Loi Avia, en projet depuis mars 2019, et commandée par Macron un an plus tôt, se présentait initialement comme une loi contre la diffusion de contenus « haineux » sur internet. Adoptée mercredi 22 janvier au lendemain d'un amendement surprise « antiterroriste » proposé mardi 21 janvier à 22 h 30 par le gouvernement, elle se transforme en une nouvelle loi sécuritaire et liberticide.

L'objectif initial de la loi était de faire peser sur les plus grosses plateformes la responsabilité de supprimer les contenus haineux dans un délai de 24 heures après leur signalement par la police ou les internautes, sous peine d'amende pouvant atteindre plusieurs millions. Des dizaines d'organisations, parmi lesquelles le Syndicat de la magistrature, la Quadrature du Net, la Commission nationale consultative des droits de l'homme, la LDH, le Conseil national du numérique, mènent campagne contre ce projet depuis plusieurs mois. Elles dénoncent le remplacement de la justice publique par les services (souvent automatisés) des plus grandes plateformes (comme Google ou Facebook) et les possibles dérives qui en découlent.

Définition large et floue

Premièrement, si les tentatives de certains députés d'élargir les contenus visés par cette loi en y incluant par exemple la critique politique du sionisme, ont heureusement échoué, la définition de ces contenus reste bien trop large et floue. C'est ce manque de clarté qui fait craindre aux associations de défense des libertés publiques une



criminalisation des mouvements sociaux. Cette crainte n'est pas sans fondement car l'Office central de lutte contre la cybercriminalité s'est déjà plusieurs fois illustré par ses tentatives de déréférencements et ses demandes de retrait visant des caricatures de Macron¹ ou des articles anarchistes publiés sur Indymedia².

De plus, l'appréciation du caractère haineux du contenu visé sera laissée à la seule appréciation de la police sans le contrôle d'un juge, conformément à ce qui se fait depuis la loi antiterroriste de 2014. On peut alors s'attendre à un certain nombre d'abus contre lesquels les procédures de recours seront longues (quand elles seront

menées). Libre à la police de suspendre l'accès aux sites dont elle jugera le contenu haineux ou terroriste.

Logique préventive

Et la menace que fait peser ce projet de loi sur les libertés publiques est encore aggravée par l'amendement du 21 janvier. En effet, celui-ci réduit à une heure le délai de réaction des plateformes donnant lieu à des sanctions si dépassé (au lieu des 24 initialement annoncées). La brièveté des délais imposés crée une logique préventive : pour éviter les sanctions, les services web auront intérêt à détecter à l'avance et le plus strictement possible tout ce qui pourrait s'apparenter à un

MARTINIQUE Debout pour la retraite, debout contre le chlordécone, debout pour la vie!

Depuis le 5 décembre 2019, la Martinique connaît les plus grandes manifestations de rue des dix dernières années. Ce n'est pas février 2009, où 38 jours de grève avaient paralysé le pays, mais c'est la preuve que le traumatisme lié aux déceptions après cette grande lutte ne durera pas éternellement.

La manifestation de vendredi 24 janvier a, de l'avis de beaucoup, dépassé en ampleur celle du 5 décembre. C'est que, chemin faisant, la lutte du monde scolaire a pris une place centrale dans la mobilisation, prenant en quelque sorte le relais des gros cortèges des employéEs municipaux. Pour la première fois aussi, suite à un effort intersyndical qui a d'ailleurs trop tardé, les travailleurEs du secteur pétrolier (et surtout de la raffinerie la Sara) ont frappé avec trois jours de grève. Mais, comme en France, les insuffisances de la mobilisation du privé sont palpables.

Large mobilisation

Les syndicats présents dans cette lutte sont la CDMT, la CGTM, FO, la FSU, l'Unsa et un syndicat né d'une scission de la CGT, l'USAM. La CDMT vient de faire aux autres centrales la proposition d'une globalisation de la lutte par des intersyndicales de secteurs qui formuleraient des plateformes pour entrer dans la lutte de façon plus concrète et plus générale.

Lundi 27 janvier, les établissements scolaires étaient bloqués dans toute l'île, avec parfois des manifestations dans plusieurs villes. La colère du monde de l'éducation combine la forte hostilité au saccage des retraites et la grogne contre les réformes

Blanquer, le saccage du bac, etc. Ici aussi des spécificités aggravent la situation : le bac par établissement risque d'avoir une grave baisse de crédibilité, et le calcul des retraites ne prend pas en compte les indemnités de vie chère par ailleurs supprimées à la retraite (contrairement à la Réunion). L'arrogance du recteur a ajouté un peu d'huile sur le feu, et le mouvement exige depuis peu son... rapatriement ! Cette arrogance, très coloniale, est à l'origine d'une puissante grève à La Poste.

Chlordécone

Le sujet sur lequel la nature coloniale du système s'exprime avec le plus de violence a un nom : chlordécone. Ce perturbateur endocrinien qui empoisonne la Martinique et la Guadeloupe a bien fait l'objet d'une récente commission d'enquête parlementaire, mais l'État ne montre aucun empressement à mettre les moyens nécessaires, ni à faire droit aux plaintes déposées contre les empoisonneurs alors que sa propre responsabilité est essentielle. Depuis quelques mois, des dizaines, voire une centaine de manifestantEs,

organisent un boycott actif hebdomadaire et tournant des grandes surfaces du Groupe Bernard Hayott, du nom de la plus grosse fortune de l'île, un béké dont le frère a joué un rôle central dans l'introduction, l'utilisation, puis la production de ce poison, autorisé quelques années, par dérogation, dans les colonies antillaises. L'arrestation de sept jeunes activistes après un de ces boycotts et leur convocation au tribunal a été l'occasion d'un rassemblement pendant lequel une provocation policière a entraîné des échauffourées. De 14 h à 23 h, ce lundi 13 décembre, le quartier du palais de « justice » a été de fait fermé à toute circulation, enfumé en permanence et illuminé par les flammes des poubelles servant de combustible improvisé.

Embarras du pouvoir

Le renvoi du procès au 3 juin, la libération de quelques personnes raflées par les policiers au moment de leur départ prouvent l'embarras du pouvoir. Un comité du 13 janvier se préoccupe du soutien à ces otages de

contenu répréhensible. L'amendement élargit aussi les plateformes concernées par l'application de la loi à l'ensemble des sites internet, alors que Laetitia Avia avait annoncé dans une interview donnée au JDD le seuil de 2 millions de connexions mensuelles. L'effet immédiat de cet amendement sera de contraindre les plateformes non lucratives et peu fréquentées à soumettre leur contenu aux outils de contrôle et de censure automatisés fournis par Google et Facebook. Ce projet de loi constitue donc une mise sous tutelle de l'ensemble du web par ces deux entreprises et une concentration des pouvoirs dans les mains de la police. Il constitue une des attaques les plus inquiétantes de ce gouvernement contre nos libertés. Cette loi n'en est encore qu'au stade de la proposition et doit passer par le Sénat le 30 janvier et par l'Assemblée le 11 février. Il est urgent d'amplifier dans la population la connaissance de son contenu et de soutenir la bataille engagée contre elle par les organisations de défense des libertés publiques, car elle s'inscrit dans une dynamique nationale et européenne de censure du web, de centralisation du contrôle par quelques très grandes entreprises et de criminalisation de la contestation.

Camille Nashorn

1 – « Quand l'Office de lutte contre la cybercriminalité exige le retrait d'un photomontage visant Macron », sur NextImpact : <https://www.nextinpact.com/news/107547-quand-office-lutte-contre-cybercriminalite-exige-retrait-dun-photomontage-visant-macron.htm>
2 – « Blocage administratif : la personnalité qualifiée de la CNIL fait plier la police devant la justice », sur NextImpact : <https://www.nextinpact.com/news/107570-blocage-administratif-personnalite-qualifiee-cnil-fait-plier-ocltic-devant-justice.htm>

la répression coloniale. En même temps, la structure unitaire Lyan-naj pou Depolyé matinik, solidaire contre la répression, entend poursuivre sa propre mobilisation, appuyée sur une plateforme de 52 revendications établies par le mouvement social depuis un an et demi, et régulièrement enrichie au gré de sa popularisation. Cette mobilisation cible bien sûr l'État, mais interpelle aussi la Collectivité territoriale de Martinique pour les questions qui relèvent d'elle, comme les terres en friches, ou les municipalités sur la question de la préservation des terres agricoles. Les organisations nationalistes officielles se situent en marge de ces mobilisations, soit parce que leur soutien à la CTM les prive de l'indépendance d'action nécessaire, soit parce qu'elles refusent, comme d'ailleurs l'UGTG d'Elie Domota, de participer à des luttes décidées en France pour ce qui est de la retraite. Ne bissant aucune de ces entraves, les militantEs du Groupe révolution socialiste (GRS) sont vent debout dans les mouvements.

Patrice Mhidi

BOLIVIE « Le pays est de nouveau aux mains de l'oligarchie historique »

L'État plurinational, qui vient d'avoir 14 ans, est-il en danger ?

Modifier l'État plurinational [la nouvelle Constitution politique de l'État plurinational a été adoptée en février 2009] en tant qu'entité constitutionnelle nécessiterait la tenue d'une assemblée constituante et cela ne semble pas possible aujourd'hui. Il est vrai que Carlos Mesa Gisbert [président de la Bolivie d'octobre 2003 à juin 2005, il fut vice-président lors du deuxième mandat de Gonzalo Sánchez Lozada du 6 août 2002 au 17 octobre 2003 ; ce dernier dut démissionner suite aux deux massacres de manifestants, en février et en octobre 2003] préfère revenir à la République. Quant à Fernando Camacho [d'extrême droite, avocat, homme d'affaires et président du Comité civique pro Santa Cruz, il a mené les mobilisations contre Morales au nom du « Christ rédempteur »], il est enclin, lui, à parler d'un nouveau fédéralisme. Les nouvelles autorités, post-mai 2020, devront continuer avec l'État plurinational. Mais s'ils ne peuvent pas changer ce nom, il est vrai qu'aujourd'hui le pays est en régression dans ses politiques publiques et est revenu aux mains d'une oligarchie historique.

Comment décririez-vous le gouvernement actuel de la Bolivie ?

En ce moment, le gouvernement de Bolivie est entre les mains de ce qui était l'opposition au MAS, qui est, elle, fragmentée. La présidente Jeanine Áñez fait partie du mouvement Bolivia Dice No qui s'est constitué afin de s'opposer à

Entretien. Sociologue et docteur en sciences politiques de la Faculté latino-américaine des sciences sociales (Flacso), **Fernando Mayorga** expose les traits actuels de la situation bolivienne et du scénario politique à l'approche de l'élection présidentielle du 3 mai 2020¹.



Fernando Mayorga. DR

la candidature de Morales lors des élections d'octobre 2019. C'est un parti qui n'a pas atteint 5% des voix. Ceux qui gouvernent actuellement faisaient partie d'une opposition qui, depuis la victoire du MAS aux élections présidentielles de 2005, n'a pas été capable d'articuler une force qui puisse l'affronter. Le seul candidat qui maintient son parti et qui est prêt à se présenter légalement est Carlos Mesa, avec la Comunidad Ciudadana [ses liens avec les États-Unis et les avances faites à Jair Bolsonaro, en 2019, ont été révélés par les câbles diplomatiques révélés par Wikileaks]. C'est pourquoi il existe un curieux paradoxe : le libéral Jorge «Tuto» Quiroga [vice-président sous

le deuxième mandat de 1997 à 2001 d'Hugo Banzer qui avait été le général dictateur de 1971 à 1978, Quiroga exerça le mandat de président d'août 2001 à août 2002] sera le candidat présidentiel du Mouvement révolutionnaire nationaliste (MNR). Alors qu'en 2014 il était le candidat du Parti démocrate-chrétien. Il est donc issu du parti dirigé par le général Hugo Banzer, Acción Democrática Nacionalista, un parti de droite affirmé. Un autre qui espère se présenter, mais on ne sait pas encore sous quelle étiquette il le fera, est l'homme d'affaires Samuel Doria Medina [ancien du MNR, il créa en 2004 l'Unidad Nacional] qui a été battu aux élections de 2005 et

2009 [il obtint en 2014, à la tête de la coalition Union démocratique, 24,23% des suffrages].

Y a-t-il des garanties pour la présentation électorale du MAS aux élections ?

Il y a eu une demande de proscription qui a été rejetée par le Tribunal électoral suprême. Le statut juridique du MAS est intact pour présenter des candidats à tous les postes, dans tout le pays. Il est trop tôt pour élaborer des hypothèses sur le cours que pourraient prendre les événements électoraux. Tout est en mouvement et en changement permanent. Nous devons attendre que les choses se calment au fil des jours et voir ce qu'il advient des candidats.

Mais fin décembre 2019, alors que les sondages s'interrogeaient sur l'intention d'Andrónico Rodríguez de se présenter en tête de la liste du MAS, sa candidature obtenait 40% des intentions de vote. Plus tard, alors qu'Evo Morales s'est installé à Buenos Aires et que les débats concernant les candidats présidentiels ont été plus importants, certains sondages ont enquêté sur le vote en faveur du MAS, quel que soit le candidat, les intentions de vote sont restées à hauteur de 40%.

Propos recueillis par Fabián Kovacic

¹ – Entretien publié le 24 janvier 2020 dans l'hebdomadaire Brecha, traduction par la rédaction de À l'Encontre. Version intégrale sur [alencontre.org](https://www.alencontre.org).

ALGÉRIE Sur les objectifs du processus révolutionnaire en cours

Les forces sociales et politiques qui animent le mouvement populaire depuis février 2019 parlent d'objectifs de la révolution en cours, proposent des feuilles de route et des solutions politiques à court terme, sans pour autant répondre favorablement et clairement, aux aspirations démocratiques et sociales du peuple d'en bas. Des réponses en mesure de satisfaire concrètement l'ensemble des frustrations sociales d'un peuple paupérisé par les politiques libérales et bureaucratiques de ce régime depuis notre indépendance nationale.

La question de la démocratie radicale et de la souveraineté populaire demeure la revendication principale des masses en lutte qui veulent se réapproprier le destin national. Des hommes et des femmes qui veulent construire une véritable démocratie populaire dans leur pays où ils seront associés réellement à toutes les décisions politiques qui les concernent de près ou de « loin ». Construire une démocratie où la décision n'est pas l'apanage « d'experts », de bureaucrates ou des « professionnels » de la politique. Une démocratie où le peuple a le droit de révoquer ses élus et le droit de contrôle sur toutes les institutions de la république y compris sécuritaire. La véritable citoyenneté exige que la démocratie ne s'arrête pas devant les portes des usines, des administrations et des universités. Le peuple a le droit de regard et de contrôle sur les entreprises et les institutions de formation, les salariéEs ont le droit de s'organiser comme ils le souhaitent, y compris dans le secteur privé qui refuse à ce jour qu'ils s'organisent. La démocratie ne doit pas être un droit formel, mais une pratique à tous les niveaux politiques et secteurs d'activités.

De la question sociale

La question sociale, les conditions de subsistance et de vie des citoyens est aussi au cœur de ce processus révolutionnaire, même si cette question est presque occultée par la majorité des analystes et des médias. Elle a été un signe avant-coureur de ce processus révolutionnaire à travers les différents mouvements sociaux antérieurs au 19 février 2019, notamment les grèves sectorielles, le mouvement du sud du pays (chômeurEs et gaz de schiste) et le rejet des lois de finances de 2017 et 2019, pour en citer que ces cas-là. Certains acteurs du Hirak commettent une erreur monumentale en opposant la question sociale aux questions démocratiques. En occultant la question sociale, ils tournent le dos à ceux qui ont contesté la nouvelle loi de finances, la loi sur les hydrocarbures et les tentatives de remise en cause de nos retraites. Ils tournent le dos à ces millions de travailleurEs et chômeurEs qui vivent depuis des années dans la précarité la plus totale. Ils tournent le dos à ces millions de sans logis, mal soignés, victimes de la déperdition scolaire, à ces victimes des inégalités spatiales et régionales, à ces millions de personnes victimes du modèle de développement libéral et prédateur. Pourtant, ils sont le fer de lance de ce Hirak populaire. La révolution c'est le changement des rapports socio-économiques dominants, à savoir le modèle libéral, oligarchique et soumis aux appétits prédateurs du marché mondial. Notre révolution doit œuvrer à déraciner les sources politico-économiques de notre sous-développement.

La révolution par qui et pour qui ?

Notre Hirak populaire, comme son nom l'indique, doit s'appuyer essentiellement sur ces forces sociales paupérisées au long de ces 40 dernières années de libéralisme prédateur qui a ruiné notre économie et clochardisé des pans entiers de notre société. Elles représentent les forces les plus saines de notre société car elles ont tout à gagner du changement. Elles sont les forces les plus radicales, car elles n'ont rien à perdre contrairement aux couches parasitaires, soi-disant productrices de richesses. Ces forces précarisées sont plus autonomes par rapport aux intérêts étrangers capitalistes, car leurs intérêts immédiats ne sont pas liés à ceux du capital mondial. La révolution doit se faire au profit des hommes et des femmes d'en bas.

Samir Larabi (membre du PST – pst-algerie.org)

AUSTRALIE Un « tipping point » climatique

L'expression « tipping point » désigne le point de basculement d'un système d'un régime d'équilibre à un autre, le moment où il n'est plus possible d'empêcher des changements quantitatifs accumulés d'entraîner un changement qualitatif. Elle est employée dans des domaines très divers, depuis l'étude des populations jusqu'au changement climatique, en passant par les sciences sociales.

Dès la négociation du protocole de Kyoto, en 1996-1997, l'Australie décida de n'accepter aucune réduction d'émission qui aurait un impact négatif quelconque sur la compétitivité du pays. Le pays se montra donc très favorable à l'achat de « crédits d'émissions ». Sur le plan national, il se contenta pour l'essentiel de planter des arbres et de freiner la déforestation (pour ne pas parler de la prime offerte pour l'abattage des dromadaires – importés au 19^e siècle – sous prétexte que ces animaux sont de gros producteurs de méthane).

Politiques climaticides

Cette orientation a été maintenue systématiquement jusqu'aujourd'hui. Dans le cadre de l'accord de Paris, l'Australie s'est engagée à réduire ses émissions de 26 à 28% d'ici 2030. Pour rappel, à cette échéance, respecter l'objectif de 1,5°C maximum sans « dépassement temporaire » nécessite une réduction mondiale des émissions nettes de 58% en moyenne. Vu

ses responsabilités historiques, la contribution de l'Australie devrait être de 70% environ...

Le gouvernement australien ne se contente pas de pousser à fond sur le frein quand on parle de réduire les émissions ; en plus, il triche, en actionnant ses deux gadgets favoris : les absorptions naturelles de CO₂ et les achats de crédits de carbone. D'une part, le mode de calcul des émissions a été modifié pour accroître l'estimation des quantités de CO₂ absorbées par les forêts. Cette modification a eu pour double résultat que le volume des émissions sous le précédent gouvernement travailliste est réévalué à la hausse, puis diminue très légèrement depuis que le gouvernement conservateur est aux manettes. Mais attention : les émissions dues aux incendies ne sont pas comptabilisées. D'autre part, les représentants australiens à la COP25 se sont battus avec le Brésil, la Chine et l'Inde pour que les stocks invendus de crédits de carbone générés dans le cadre du protocole de Kyoto restent

échangeables dans le cadre du « nouveau mécanisme de marché » prévu à l'article 6 de l'accord de Paris. Or, il a été démontré que 2% à peine de ces crédits correspondaient vraiment à des réductions effectives.

Mépris de la « populace »

La « gestion » des mégafeux est à l'image de cette politique vendue au grand capital jusqu'à la moelle. La liste des méfaits du gouvernement dans cette crise est en effet si longue qu'on ne peut les citer tous dans le cadre de cet article. Morrison se prélassait à Hawaï pendant que son pays était en flammes. Les services de lutte contre l'incendie sont composés uniquement de volontaires et sous-équipés. La désinvolture du pouvoir est directement responsable du fait qu'au moins 23 personnes sont mortes, que plus de 2000 ménages ont perdu leur maison, que plus de 250 000 habitantEs ont été déplacés, que cinq millions de gens inhalent des fumées toxiques et que des milliers de personnes terrorisées ont dû se réfugier sur les plages parce qu'elles étaient

encerclées par des murs de flammes dépassant 70 m de haut.

Comme l'écrit un journaliste néo-zélandais, un tel bilan ne sort pas de nulle part : il exprime un profond mépris envers la « populace ». Marie-Antoinette disait des Français affamés en 1789 qu'ils n'avaient qu'à manger de la brioche s'ils n'avaient pas de pain, Morrison semble penser que la retransmission des matchs de cricket à la télé et le feu d'artifice du Nouvel An (maintenu à Sidney au milieu de la catastrophe!) amèneront la masse des gens à continuer de marcher comme des somnambules vers le cataclysme climatique, sans tirer les leçons politiques du désastre, sans réaliser que cette politique mène tout droit à un scénario où les riches se tireront d'affaire tandis que les autres crèveront la gueule ouverte. La notion de « tipping point » s'applique aussi en sciences sociales, disions-nous au début de cet article. Espérons que l'ampleur de la catastrophe marque le début d'un basculement de l'opinion publique australienne. Un autre monde, non capitaliste, est non seulement possible : il est de plus en plus urgemment nécessaire. Luttons sans frontières pour son avènement.

Daniel Tanuro

Version intégrale sur <https://www.gauchecapitaliste.org/>

UN SYSTÈME DE PLUS EN PLUS VIOLENT... ET DE PLUS EN PLUS CONTESTÉ

Dans le contexte de la mobilisation actuelle, il importe d'essayer de revenir sur le contexte économique et politique international dans laquelle elle a surgi.

Un système capitaliste de plus en plus instable et violent

Cela semble peu original de le dire, car l'instabilité et la violence font partie de l'ADN du capitalisme. Mais avec les outils technologiques d'analyse et de diffusion des informations, cette instabilité et cette violence sont de plus en plus perceptibles à une échelle de masse. Quelques chiffres récents illustrent l'accélération de l'accumulation des richesses entre les mains d'une minorité avec, en corollaire, l'approfondissement des inégalités. Selon le magazine *US Forbes*, Bernard Arnault (LVMH) est désormais l'homme le plus riche du monde. Une nouvelle qui devrait rassurer Macron quant à la santé des entreprises, mais aussi infirmer les discours nous répétant qu'il n'y a pas d'argent pour les retraites, les services publics... D'autres chiffres, d'Oxfam, confirment cet accaparement des richesses : les 1% les plus riches concentrent autant que 90% de la population mondiale. 3,8 milliards de personnes vivent avec moins de 5 dollars/jour. Les hommes détiennent 50% de richesses de plus que les femmes. En France, les 10% les plus riches possèdent 50% des richesses du pays, et sur 41 milliardaires (4 fois plus qu'en 2008), 5 sont des femmes. Assurer le maintien et l'aggravation de ce système sur fond d'instabilité économique généralisée est de plus en plus difficile politiquement. Des pouvoirs prennent des tournures de plus en plus autoritaires

et conduisent à la montée des « populismes » de droites de plus en plus extrêmes. La liste s'allonge : Chine, Russie, Turquie, USA, Brésil, Philippines, coups d'État en Bolivie et au Venezuela. Les guerres commerciales font planer le spectre d'une guerre tout court. En France, à un moindre niveau, le tournant autoritaire commencé sous Sarkozy, poursuivi par Hollande avec l'état d'urgence est systématisé par Macron.

Des contestations internationales du système

Heureusement, d'immenses espoirs viennent du développement de contestations inédites qui s'étendent et s'alimentent sans parvenir à se coordonner. Ces contestations ont en commun de partir des effets des crises du système pour mettre en cause le système lui-même :
– Les crises écologiques ont provoqué depuis plus d'un an un mouvement de la jeunesse qui lie justice climatique et justice sociale ;
– La révolte des femmes contre le patriarcat est un mouvement de fond ancré dans les réalités des différents pays : « Pas une de plus » en Amérique latine, droit à l'avortement et à disposer de nos corps en Europe et aux États-Unis, contre les violences et les féminicides. Ces mobilisations prennent des formes différentes : manifs de masse et auto-organisation en Amérique latine, grève des femmes en Espagne, manifestations de rue, MeToo qui dénonce le caractère systémique de la domination patriarcale, grève de secteurs féminisés ;
– 2019 a été l'année d'un véritable soulèvement, qui continue en 2020, des peuples contre le capitalisme néolibéral et autoritaire.

Il touche toutes les régions du monde, l'Europe à un moindre degré. Certains points communs percutent nos débats dans la construction de la grève : les revendications économiques et politiques s'imbriquent pour déboucher sur « système dégage » (Algérie) adressé à des pouvoirs incapables de satisfaire des revendications économiques et démocratiques. La place de la jeunesse et des femmes particulièrement visibles dans ces mobilisations met en évidence, les enjeux écologistes et féministes. Un des caractères communs est l'inscription dans la durée, même après des reculs partiels du pouvoir, avec une détermination que la répression n'entame pas, y compris lorsque l'affrontement est extrêmement violent (Chili, Irak, Hong-Kong). L'auto-organisation se développe à la base dans les quartiers, les places. Mais elle se heurte à une absence, voire à un refus de coordination plus large et de réponse politique globale alors même que la contestation vise le « système » ;
– La défiance, le rejet des organisations politiques et syndicales qui ont structuré le mouvement ouvrier considérées comme intégrées au système, y compris les organisations révolutionnaires, provoquent des réactions de repli sectaire à l'égard des mouvements ;
– Enfin et ce n'est pas le moindre des difficultés, la question de comment combiner les différentes formes de mobilisation se pose : occupation de la rue, manifs de masse pouvant aller à l'affrontement armé avec le pouvoir avec, ce qui pour nous reste central dans la remise en cause du système, les grèves vers la grève générale politique.

Cathy Billard

Les 25 et 26 janvier, environ 120 camarades et sympathisantEs du NPA se sont réunis à Saint-Denis à l'occasion de la rencontre nationale des salariéEs du privé et du public organisée par le NPA. Durant deux jours, au cours de séances en plénière et d'ateliers en nombre plus restreint, beaucoup de thèmes ont été abordés et de nombreuses expériences ont été partagées. Autour d'une question centrale : quelle intervention syndicale et politique, pour les militantEs anticapitalistes et révolutionnaires, sur les lieux de travail et dans les mobilisations des salariéEs ?
État du paysage syndical, « dialogue social », modification de la composition, de l'organisation et de la conscience du salariat : tous ces thèmes ont été évoqués et discutés, sur fond, bien évidemment, de mobilisation contre la « réforme » des retraites sauce Macron. L'occasion pour des militantEs aux trajectoires et aux expériences diverses, mais réunis autour de la volonté de construire un rapport de forces suffisant pour en finir avec le capitalisme, de prendre le temps de se « poser » avant de repartir à la bataille. Nous publions dans ce dossier certaines des introductions réalisées lors de ce week-end.



RENCON
DU PU

L'INCONTOURNABLE INTERVENTION DANS LES ENTREPRISES DU PUBLIC ET DU PRIVÉ

A la base de la nécessité d'être présentEs, d'intervenir, dans les entreprises, se trouve notre projet stratégique de renversement révolutionnaire du capitalisme avec, au centre, la grève générale qui bloque l'appareil de production, l'économie, et permet la prise en main par les salariéEs eux/elles-mêmes de leurs affaires, tant en ce qui concerne la mobilisation que l'organisation de la production et les autres tâches d'un processus révolutionnaire.

Prendre en compte l'état réel de la classe ouvrière

Le chemin vers cet objectif stratégique doit prendre en compte l'état réel de la classe ouvrière, du prolétariat, c'est-à-dire dominé dans les rapports de production et sous emprise de l'idéologie dominante. Et profondément fragmenté d'abord dans l'organisation de la production elle-même et par les divisions entretenues par les tenants du système : hommes/femmes, jeunes/moins jeunes, « françaisEs »/« immigréEs », précaires/CDI... Divisions auxquelles s'ajoute la concurrence

entre organisations syndicales, politiques. Partir de cette situation pour arriver à la prise en charge de l'ensemble du fonctionnement de la société passera essentiellement par l'accumulation de luttes dans lesquelles la prise de conscience de la nécessité, de la possibilité de cette prise en main se fera par la multiplication d'expériences de plus en plus larges. L'intervention des militantEs révolutionnaires s'inscrit dans cette perspective avec, au cœur, la nécessité de l'auto-organisation à quelque niveau que ce soit : délégation dans le bureau d'un petit chef, action pour la sécurité au travail, grève pour les salaires ou contre la fermeture d'un site... Les différentes dimensions de la domination capitaliste rendent incontournables les dimensions féministe, antiraciste, écologiste, contre les discriminations liées à l'orientation sexuelle, etc., même si ces dimensions font aussi partie de notre ADN. Tout en plaçant dans la perspective des dimensions plus globales sur l'organisation et les choix de la production, le rôle de l'État, la solidarité internationale.

Combiner légitimité auprès des salariéEs et orientation « lutte de classe »

Pouvoir porter ces valeurs, ces comportements, implique de gagner une grande légitimité auprès des collègues, qui passe à la fois par la reconnaissance professionnelle, par des relations de solidarité, de batailles au quotidien, avec les collègues de son entité de travail. Ce qui assure aussi une relative protection face à la répression, surtout dans une situation où les moyens des institutions représentatives du personnel sont réduits drastiquement. Le choix de l'engagement dans le syndicat de l'entreprise doit combiner au mieux (ou au moins mal) légitimité auprès des salariéEs et orientation « lutte de classe ». Cette activité doit viser, en même temps, à regrouper les salariéEs susceptibles d'être organisés de façon permanente, collective, avec comme objectif la mise en place de groupes de discussion, de formation, réfléchissant, mettant en œuvre les résistances, depuis les plus quotidiennes jusqu'aux plus larges. Un des objectifs de ce groupe de salariéEs doit être la rédaction la plus importante

possible d'une « feuille d'entreprise », qui peut permettre à la fois de « tester » nos positionnements, nos revendications et de débattre avec les salariéEs. Cette « feuille de boîte » aborde tous les sujets « politiques » au sens le plus large, sans oublier des positionnements sur ce qui se passe dans l'entreprise, y compris en situation de lutte sans se limiter à des échos aux explications parasyndicales. Parallèlement, l'extrême éclatement du salariat et la place prise par les nouveaux modes de communication, justifient de multiplier les moyens de notre propagande, de nos outils d'intervention : réseaux sociaux, listes mails, vers les « groupes Taupe WhatsApp » ? La présence de militantEs révolutionnaires dans les entreprises n'est pas un supplément d'âme ou un simple complément à d'autres interventions. Elle est incontournable et doit faire l'objet de choix collectifs, de soutiens indispensables. Et de bilans sans concessions. Ceci doit être au centre des préoccupations, notamment en matière organisationnelle, pour notre parti.

Robert Pelletier

CONSTRUIRE DES MOBILISATIONS AU REGARD D'UNE

En France, il y a environ 700 accidents du travail mortels par an, souvent des jeunes et des précaires. 700 morts évitables qui ne font jamais la « une » des médias et dont les coupables sont rarement condamnés, ou alors à des peines très faibles comme Bolloré condamné à 5 000 euros pour une infraction ayant conduit à une chute mortelle. À cela, il faut ajouter celles et ceux qui décèdent de maladies liées au travail. Pour l'amiante, c'est 20 000 mortEs selon le rapport du Sénat ! Mais aucun procès pénal, aucun patron ou ministre renvoyé en correctionnelle. C'est le crime parfait ! Sans compter les autres cancers : 400 000 cas en France par an et 150 000 morts prématurées. Quel est la part liée au travail ? Pas de registre des cancers, pas d'étude sur les causes, mais une fourchette qui varie de 4 à 8% selon les instituts, soit entre 6 000 et 12 000 cancers professionnels, dont seulement 1 840 reconnus par la Sécurité sociale. La réalité est bien pire. L'enquête du GISCOP 93¹ démontre que pour certains cancers, 70% peuvent résulter d'exposition professionnelle.

Avant Lubrizol, une longue traversée du désert sur les risques différés notamment sur les cancers professionnels

La CGT de Seine-Maritime mène de nombreuses bagarres, longues, difficiles sur les accidents et maladies professionnelles, convaincue qu'il ne faut pas rester isolé, raison pour laquelle la CGT 76 a adhéré à la création du collectif « Ne plus perdre sa vie à la gagner » fin 2014³. Construire des mobilisations de rue sur les questions de conditions de travail pour gagner sur des revendications reste difficile au regard du modeste rassemblement organisé devant la préfecture de Rouen fin 2018. Avant Lubrizol, nous avons prévenu du risque d'un AZF dans le département. La CGT a écrit à de multiples reprises au préfet et au ministre du Travail pour dénoncer le fait que des pans entiers de la réglementation ne sont pas appliqués en matière de santé au travail dans les industries, en s'appuyant sur des accidents extrêmement graves : fuite d'éthylène à Total Gonfreville en 2015, chute d'un générateur de vapeur à la centrale



ÉTAT ET DÉMOCRATIE EN MATIÈRE DE SANTÉ AU TRAVAIL DE L'EXPÉRIENCE LUBRIZOL

nucléaire de Paluel en 2016 ou explosion mortelle à Saipol Dieppe en février 2018.

L'expérience accumulée et les liens précédemment construits comme moteur de la mobilisation Lubrizol

Le matin même de l'incendie de Lubrizol, la CGT dénonçait l'absence de transparence, de mise en œuvre des mesures élémentaires de protection et le fait que Lubrizol était connu comme délinquant multirécidiviste. Dès le lendemain, un collectif unitaire regroupant organisations syndicales et politiques, associations de victimes, de défense de l'environnement, des riverainEs... lançait un appel à manifester et, dans les jours suivants, formalisait une plateforme revendicative dénonçant la responsabilité de l'État au plus haut niveau et remettant en cause le droit des capitalistes à gérer des industries dangereuses.

Au-delà des revendications sur la transparence, la vérité, l'indemnisation complète à la charge de Lubrizol, le suivi sanitaire des victimes, le collectif entend continuer les mobilisations avec tous ceux qui se bagarrent pour que

les industriels cessent de mettre nos vies en danger.

Si la mobilisation de rue et la multiplication des plaintes au pénal pèsent pour une transparence, le chemin est encore long. Les déclarations de Macron sur le fait que l'État n'a pas fait de faute, ni en amont ni lors de la gestion de crise, résonne comme un signal donné aux industriels : « Vous pouvez continuer à jouer avec la vie des travailleurs et des riverains... ». L'ampleur de l'incendie du 14 décembre au sein de la raffinerie Total à Gonfreville montre que les capitalistes n'ont pris aucune mesure post Lubrizol pour éviter les accidents.

Construire des mobilisations sur nos morts au travail

L'expérience d'AZF montre qu'il ne faut pas avoir d'illusions sur la mise en œuvre des préconisations qui pourraient sortir des rapports de la mission d'information parlementaire ou de commissions d'enquête du Sénat. Nous devons convaincre les équipes syndicales de multiplier les expressions publiques sur les risques professionnels et environnementaux, de construire des liens entre salariéEs et riverainEs,



accentuer notre propagande contre le droit des capitalistes de jouer avec nos vies.

Nous devons tenter de construire des mobilisations sur nos morts au travail. Lorsqu'il y a un manifestant tué par la police, on se mobilise toutes et tous, nous devons tenter de faire de même chaque fois qu'unE travailleurE est tué par un patron.

Gérald Le Corre

1 – <https://giscope93.univ-paris13.fr/>. Voir aussi le livre *Qui a tué les verriers de Givors?* (La Découverte, 2017) sur le long combat pour la reconnaissance des pathologies.

2 – <https://www.asso-henri-pezerat.org/>

3 – <https://neplusperdresaviealagagner.org/>

DERRIÈRE LES VIOLENCES POLICIÈRES, LA QUESTION DU POUVOIR

La question de la gouvernance autoritaire est aujourd'hui une question qui se pose à l'ensemble du mouvement ouvrier, victime collectivement de la répression tous azimuts qui ne cesse de se déployer, avec une accélération notable depuis le mouvement des Gilets jaunes. Une question qui doit évidemment, en premier lieu, être l'objet d'une lutte démocratique, pour la liberté de manifester, pour la défense des droits les plus élémentaires, mais qui est aussi une question profondément politique, à condition de la considérer comme telle.

Daniël Bensaïd écrivait, à propos de Lénine, que ce dernier « comprend parfaitement que les contradictions économiques et sociales s'expriment politiquement, de façon transformée, "condensée et déplacée", et que le parti a pour tâche de déchiffrer dans la vie politique, y compris sous les angles les plus inattendus, la façon dont se manifestent les contradictions profondes. » Le recours accru à la violence des forces de répression, s'il n'est pas nécessairement « inattendu » pour celles et ceux qui considèrent l'État comme un organe politico-administratif défendant, en dernière analyse, les intérêts de la classe capitaliste dominante, n'en demeure pas moins l'une de ces manifestations des « contradictions profondes » qui caractérisent la période dans laquelle nous nous situons.

La légitimité ne se décrète pas

« Dans un État démocratique républicain, le monopole de la violence légitime, c'est celle des policiers et des gendarmes. » Ainsi s'exprimait, le 7 janvier 2019, Gérald Darmanin, alors qu'il venait d'être questionné au sujet des nombreuses accusations de violences policières commises contre les Gilets jaunes. Darmanin aurait mieux fait de lire le sociologue Max Weber, auquel il prétend se référer, plutôt que de répéter sottement une formule sans la comprendre. Car la formule exacte de Weber est beaucoup plus subtile que ce qu'en ont retenu les petits soldats de la Macronie. Au début du 20^e siècle, Weber expliquait ainsi que l'État est une communauté qui « revendique avec succès pour son propre compte le monopole de la violence physique légitime ». Une formule/définition qui tient compte du fait que, contrairement à ce que semblait croire Darmanin et Cie, la légitimité ne se décrète ni ne se proclame : elle repose sur un accord tacite, un consentement, une adhésion.

Force et consentement

Pour Antonio Gramsci, la domination de la bourgeoisie via l'État moderne ne peut pas être comprise si l'on ne tient pas compte du fait que les dominants doivent obtenir le consentement de fractions des classes dominées et leur adhésion, à bien des égards, à un ordre qui les maintient pourtant dans une position subalterne. C'est dans ce cadre qu'il forge le concept d'hégémonie, entendue comme une forme de domination qui repose sur « la combinaison de la force et du consentement qui s'équilibrent de façon variable, sans que la force l'emporte par trop sur le consentement, voire en cherchant à obtenir que la force apparaisse appuyée sur le consentement de la majorité »¹. La force et le consentement sont les deux variables essentielles permettant



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

de comprendre non seulement la domination qui s'exerce dans l'État moderne, mais aussi les différentes trajectoires étatiques et les différents modes d'exercice du pouvoir de et dans l'État. Gramsci opère donc une distinction entre « société politique » (l'appareil d'État au sens strict), terrain de lutte pour le contrôle de l'usage de la force, et « société civile » (partis, mouvements, associations, médias, organisations religieuses, etc), terrain de lutte pour le contrôle du consentement.

Une histoire de dialectique

Si l'utilisation de la force est au cœur de l'exercice de la domination bourgeoise par le moyen institutionnel de l'État et, en dernière analyse, le moyen ultime pour assurer cette domination, les formules résumant l'État à la seule force armée négligent le fait que le degré d'utilisation de la force par l'État bourgeois peut être variable et doit toujours être pensé en relation avec la quête d'hégémonie des classes dominantes. Il existe une relation dialectique entre force et consentement : plus le consentement est faible, plus la classe dominante devra se reposer sur l'appareil d'État et la coercition ; plus l'appareil d'État est faible, plus la classe dominante devra rechercher le consentement des dominés.

Ainsi, si la violence d'État est consubstantielle de la domination bourgeoise, elle s'exerce sous des formes et à des intensités diverses selon les configurations politiques et sociales, et doit donc

être pensée dans son historicité. La situation que nous traversons actuellement en France, marquée par un degré élevé de répression, est à ce titre singulière, mais elle s'inscrit dans une longue histoire, faite de moments répressifs particulièrement intenses auxquels ont pu succéder des phases où la violence d'État s'exerçait de manière moins brute.

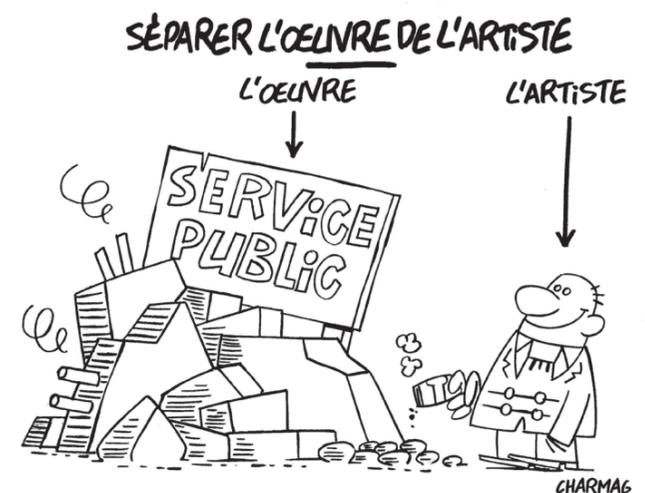
Crise d'hégémonie

L'autoritarisme macronien est aujourd'hui l'expression « à la française » d'une crise d'hégémonie des classes dominantes à l'échelle internationale, qui se déploie sous des formes diverses dans la plupart des « démocraties bourgeoises ». Lors de l'élection de Macron, la question était posée de savoir s'il représentait une solution à cette crise d'hégémonie ou s'il était un produit de cette crise qui ne pourrait, à moyen terme, que l'approfondir. Même si ses contre-réformes répondent aux souhaits de la bourgeoisie, la crise est loin d'être résolue : les réformes sont votées et s'appliquent, mais le consentement n'est pas là.

Le développement de cet autoritarisme du 21^e siècle, qui n'a pas commencé avec l'élection de Macron mais auquel ce dernier a donné une accélération, n'est pas un accident de parcours. Répression policière, attaques contre la liberté de la presse et offensive contre les droits démocratiques font système, et sont un élément structurant du macronisme. C'est ce que nous devons défendre et expliquer publiquement, dans les mobilisations et sur nos lieux d'intervention. Le pouvoir n'est pas violent parce qu'il est le pouvoir et qu'il veut le rester dans une situation très instable. Derrière la question des violences policières, c'est en réalité la question du pouvoir et de sa légitimité qui est posée, et donc de son renversement.

Julien Salingue

1 – Antonio Gramsci, *Guerre de mouvement et guerre de position*. Textes choisis et présentés par Razmig Keucheyan, Paris, La Fabrique, 2011, p. 234.



RETRAITES

Une semaine de grève active dans le Gard

Après une semaine intense de mobilisation, la nouvelle séquence s'ouvrait lundi 20 janvier dès 5h30 au dépôt SNCF de Nîmes.

Les bonnes habitudes sont prises : une équipe fait le filtrage en direction des non-grévistes, une autre va bloquer un lycée de Nîmes et la dernière se rend au centre de tri postal de Saint-Césaire pour convaincre les postierEs de se mettre en grève, dans la continuité de ce qui a été fait précédemment à l'usine de Perrier. Désormais au fait de nos habitudes, les gendarmes étaient déjà devant le lycée, mais plusieurs enseignantEs ont débrayé et n'ont pas assuré la surveillance des examens. Un peu plus tard dans la matinée, il y a eu l'AG décisionnaire au dépôt SNCF. Les discussions portaient essentiellement sur l'organisation des journées suivantes et la grève a été reconduite pour 24 heures par une cinquantaine de cheminotEs. Le lendemain (mardi 21), les grévistes se sont rendus à la direction TER qui organisait des exposés sur les impacts de la réforme des retraites. Nous avons occupé la salle toute la matinée ou presque, pour contrer les cadres de la direction. Ensuite, l'AG décisionnaire a reconduit la grève. Les organisations syndicales conservent un discours de mobilisation, avec toutefois des inflexions par rapport à la forme de la grève, car on en a déjà beaucoup fait et d'autres secteurs doivent prendre le relais pour continuer la lutte.



CGT NÎMES

Des actions pour mobiliser

Au total, nous avons reconduit la grève jusqu'à jeudi 23 janvier. Mardi 21, la journée était réservée aux tournées et aux tractages avec des grévistes de l'éducation. Les salariéEs de Perrier ont débrayé pour tracter sur un important rond-point proche de l'usine avec des cheminotEs.

Mercredi 22, un rendez-vous interpro et unitaire était donné dans la matinée pour une action coup de poing. Une soixantaine de personnes étaient présentes pour le tractage pour annoncer un peu partout la grève et la manifestation de vendredi 24.

L'après-midi, un noyau de grévistes (une petite trentaine d'enseignantEs et de cheminotEs) s'est retrouvé devant la préfecture pour jeter des manuels scolaires aussi périmés que la politique du gouvernement.

Le soir, c'était une répétition pour reprendre la flash-mob lancée par Attac.

Le jeudi 23, ce fut piquet de grève aux ateliers de Courbesac avec tractage aux non-grévistes, repas et AG sur place. Le soir, la retraite aux flambeaux fut un beau succès, et un moment où les liens se sont encore renforcés. Dans le même temps, des profs sont allés pourrir les vœux du candidat En marche Yvan Lachaud. Action réussie!

Les difficultés et les bons moments de la grève

Vendredi 24, un rassemblement avait lieu à la gare dès le matin avec petit-déjeuner organisé par des cheminotEs et des profs. Ensuite, l'AG fut très importante numériquement au dépôt SNCF avec une centaine de grévistes, et la reconduction votée jusqu'au lendemain samedi 25. En même temps se tenait l'AG de l'éducation qui a reconduit la grève avec une cinquantaine de grévistes.

Vers midi, un repas était organisé au dépôt où, outre les cheminotEs, des grévistes d'un peu partout sont venuEs partager le repas (plus de 120 couverts). Grosse ambiance comme souvent quand il y a du monde. Les anciens entonnent l'Internationale qui est bien reprise, tout comme le chant des Gilets jaunes lancé par d'autres plus jeunes (« On est là... »). Ensuite nous sommes partiEs en cortège du dépôt pour nous rendre à la manif.

Samedi 25, une assemblée générale cheminote s'est tenue avec une quarantaine de grévistes. Nous nous sommes résolus à faire grève sur les journées appelées par l'intersyndicale. Il y a eu une AG lundi soir (le 27) pour faire le point et décider des suites, notamment jeudi et vendredi.

Correspondant



SUD-SOLIDAIRES 13

NUMÉRIQUE

OpenEdition : une grève inédite

OpenEdition est un diffuseur numérique de livres, revues, blogs et annonces en sciences sociales en accès ouvert. C'est également un laboratoire public (unité de service et de recherche,) situé essentiellement à Marseille et un peu à Paris, employant une cinquantaine d'agentEs publics, fonctionnaires, CDI et contractuels (environ 50 %) du CNRS, d'Aix-Marseille université (AMU), de l'EHESS, de l'université d'Avignon et de Protisvalor Méditerranée (filiale financière privée d'AMU). Dans le cadre du mouvement social pour le retrait de la réforme des retraites, un collectif solidaire s'est mobilisé rapidement à partir du 5 décembre.

Luttes traditionnelles et luttes numériques

L'accès ouvert à la recherche publique mis en œuvre par OpenEdition appartient à toute la collectivité, française et étrangère, qui s'y implique en tant qu'éditeur de livres ou de revues, de rédacteur de blogs, d'annonceurs, de bibliothèques abonnées ou de lecteurs... Mais est aussi géré et maintenu au quotidien par un collectif de travailleurEs! La réforme des retraites a décidé une partie d'entre eux d'allier luttes traditionnelles (grèves, manifestations, blocages) et luttes

Alors que se discute la mise en place d'une innovante « Place de Grève » afin d'appliquer l'imagination des luttes ouvrières au numérique, une reprise en main des modalités grévistes semble se mettre en place du côté de la direction d'OpenEdition.



numériques (blocage, réseaux sociaux, fenêtres publicitaires). C'est ainsi que le 16 décembre l'assemblée des personnels a voté pour la suspension de l'accès aux plateformes pour 24 h, pour la journée interpro du 17 décembre, et une redirection des internautes vers un manifeste revendicatif exigeant le retrait de la réforme des retraites, traduit en six langues. Ce « blocage » de sites est la première du genre en France, et signe que l'action ciblée était la bonne (il y a 6 millions de visiteurs uniques par mois), cela a provoqué une réaction très rapide des employeurs, les « tutelles ». Cette

réappropriation des outils de production par le collectif solidaire s'apparente à la revendication théorisée par Jacques Rancière, « La part des sans parts », par une mise en lumière soudaine de ce travail en apparence invisible. Un blog, « Les invisibles de l'USR2004 » (OpenEdition) a été ouvert sur Mediapart pour relayer les écrits du collectif en lutte de manière autonome.

Des menaces de représailles sur les carrières des agentEs mobilisés ont, à partir de ce moment, été prononcées à chaque assemblée des personnels par des membres de la direction, « relayant le discours des tutelles ». Des revues ont exprimé leur solidarité avec les travailleurEs en lutte d'OpenEdition. Des liens ont aussi été tissés avec d'autres travailleurEs du numérique en grève, de Mediapart au collectif récent onestlatech.

Retrait des deux réformes

Par la suite, une coordination des revues en grève (qui sont à ce jour une soixantaine) s'est tenue lors d'une assemblée générale. Une caisse de grève pour les cheminotEs grévistes a aussi été créée et une nouvelle action sur les sites

web a été votée – encore une fois – très majoritairement. Le principe était un « barrage filtrant » ou une « publicité militante », sous la forme d'une fenêtre contenant un texte revendicatif à lire et à refermer avant d'accéder aux contenus. La mobilisation dans l'ensemble de l'Enseignement supérieur et la recherche allant en grandissant, la direction d'OpenEdition est intervenue autoritairement avant pour l'éviter. Cette épisode va-t-il souder le collectif pour faire de nouvelles luttes offensives ou dissuader le collectif militant? Dans tous les cas, la lutte pour le retrait continue!

De la réforme des retraites qui précarise le corps enseignant et pénalise les jeunes travailleurEs et les étudiantEs, de l'augmentation des frais de scolarité pour les étudiantEs étrangers, aux déclarations d'Antoine Petit, PDG du CNRS, qui appelle à une loi « darwinienne et inégalitaire » pour la recherche, exaucée par le projet de loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR), il y a plus que jamais nécessité de reprendre l'offensive jusqu'au retrait des deux réformes (retraites et LPPR)!

Correspondant

FACS ET LABOS

La colère monte

Si bien des personnels des universités, enseignantEs, chercheurEs, ingénieurEs de recherche et BIATSS sont mobilisés comme l'ensemble des travailleurEs depuis le 5 décembre contre le projet de casse des retraites du gouvernement, depuis la rentrée la colère s'intensifie dans les facs et les labos.

En décembre déjà, plusieurs milliers de salariéEs des universités sont descendus dans la rue et ont tenu des AG parfois massives (250 personnels à Rennes 2). Il faut dire que la « réforme » des retraites sera particulièrement conséquente pour des personnels aux carrières très souvent segmentées, aux périodes

de vacances de mise, de chômage de fait. Des calculs prévisionnels d'organisations syndicales évaluent les pertes de pensions de 25% à 40% avec le nouveau système. Après de longues études les 42 annuités sont déjà difficilement atteignables, on voit mal comment atteindre une carrière complète de 43, 44 ans... Les disciplines les moins rentables



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Les cortèges jeunes prennent des couleurs, parfois en lien avec les profs du secondaire ou du supérieur. La grève des cheminotEs sous une forme reconductible s'essouffle? Pas la mobilisation!

Un bac Blanquer à la sauce Castaner

La coordination des enseignantEs grévistes a recensé pour la semaine dernière 100 établissements où les épreuves ne se sont pas tenues et 400 lycées où des AG d'enseignantEs grévistes ont voté contre ces épreuves. Le gouvernement a décidé de passer en force ces épreuves, à coups de primes aux recteurs et de sanctions administratives pour les contestataires. La blanquette ne prend pas.

Les lycéenEs sont nombreux à participer à ces actions : elles et ils comprennent que, derrière ces épreuves, c'est une partie de leur avenir qui se joue, car cette réforme accentue les inégalités entre établissements... et donc entre élèves. À Épinay-sur-Seine (93), les élèves ont fait une chaîne humaine pour bloquer, à Lille une centaine d'élèves ont refusé de rentrer dans les salles d'examen, dans un lycée du Tam ils étaient 70 sur 100 à participer au boycott... Et tout cela malgré les menaces des proviseurs! Les semaines qui viennent seront déterminantes, et il appartient à tous les jeunes de faire vivre cette mobilisation contre le bac Blanquer, mais aussi contre la vie de misère qu'ils nous préparent, au travail comme à la retraite.

« Notre réponse sera la mobilisation »

À Strasbourg, une soixantaine de lycéenEs se sont adressés aux lycéenEs d'autres lycées avec l'appel suivant : « Nous avons perturbé voire

LYCÉES ET UNIVERSITÉS La balle est dans le camp de la jeunesse

Jour après jour, la liste s'allonge des lycées où les épreuves du « bac Blanquer » ont été annulées, reportées ou boycottées, et les élèves sont en nombre avec leurs professeurEs. Avec le retour des étudiantEs en cours, les AG par fac ou par UFR se remplissent petit à petit mais aussi très vite : 600 étudiantEs à l'AG de Nanterre ou 200 à l'AG de l'UFR de philo à Paris 1.



PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

annulé le baccalauréat, l'examen central du cursus scolaire, celui qui consacre le tri social entre les enfants des beaux quartiers et la jeunesse populaire. C'est parce que notre combat n'est pas seulement contre cette réforme du bac mais contre toute cette société de sélection, de précarité et de misère. La balle est dans le camp de la jeunesse. En



CHARMAG

troubant les E3C, elle fait trembler le gouvernement. En rejoignant le combat de tous les travailleurs contre la réforme des retraites, elle le fera plier. [...] Blanquer croit nous faire peur en envoyant les flics sur nos blocages et en nous menaçant d'exclusion. Notre réponse sera la mobilisation. Nous exigeons la non-comptabilisation des absences depuis le 5 décembre, l'arrêt immédiat des

procédures disciplinaires contre les lycéens mobilisés et de la répression administrative et policière. Nous appelons tous les lycéens à s'engager dès maintenant dans la lutte, à organiser dans leur lycées des assemblées générales et des débats, à se regrouper entre lycées pour échanger et se coordonner pour décider de la suite de la mobilisation.» Selma Timis

MANQUE À GAGNER DE LA SNOF LES ÉCONOMISTES INQUIETS



CHARMAG

et les moins financées seront les plus impactées, quant aux facteurs de précarité ils seront d'autant plus décuplés notamment pour les femmes.

Des attaques sur tous les fronts

À la réforme des retraites s'ajoutent deux attaques supplémentaires. Tout d'abord, la réforme de l'assurance chômage qui aura des conséquences particulièrement sévères pour les précaires de l'ESR qui alternent des contrats courts, cycliques, entrecoupés de période de chômage. Deuxième attaque, la loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR) amplifie la dynamique de destruction de la recherche et de l'enseignement supérieur : destruction de statuts, recours à des CDI de mission, des

contrats « jeunes chercheurs »... Symptôme de la situation, de nombreux collectifs de précaires de l'ESR (re)voient le jour sur plusieurs campus : preuve en est qu'à l'université aussi, ce sont bien souvent les plus précaires qui font tourner la machine. Ils s'opposent à la promotion d'un modèle de financement par projets, sur le modèle anglo-saxon, qui aboutit au final à la compétition entre labos, à une injonction à la mobilité permanente bien loin de l'idée d'une recherche de qualité, débarrassée de toute obligation financière. Dans les AG un peu partout en France, se joue à l'heure actuelle la jonction de la mobilisation générale contre la casse des retraites et le refus de ces deux attaques spécifiques. Élargir les revendications ne

veut pas dire sacrifier une lutte à une autre : avec un peu de dialectique il est assez aisé de convaincre nos collègues que la destruction de la recherche et de nos statuts auront un impact sur nos retraites, et que la mobilisation pour la défense de celles-ci se joue maintenant d'autant plus qu'une défaite pèserait lourdement dans notre capacité à rejeter la LPPR.

Aller vers la coordination et l'auto-organisation

Une coordination nationale de l'ESR a eu lieu samedi 18 janvier à Paris 7, réunissant plus de 200 personnes (enseignantEs, chercheurEs, BIATSS...), représentant une cinquantaine d'établissements en France. Les universités et ses personnels produisent des diplômes et des communications scientifiques :

pour bloquer cette production, il faut voter la rétention des notes aux examens (votée en AG d'UFR de math par exemple à Rennes 1), suspendre les publications, sites, revues, ne pas remonter les auto-évaluations de labos qui minent la recherche... Cette coordination appelle déjà à des États généraux de la recherche les 1^{er} et 2 février. Enfin, dans un milieu où il est assez aisé de participer aux manifestations ou aux assemblées générales sans se voir décompter forcément des jours de salaire, les caisses de grève sont très souvent bien alimentées, permettant non seulement d'aider les plus précaires (BIATSS, ATER...) mais aussi de participer à la solidarité interpro en reversant aux caisses de grève des cheminotEs, de la RATP... Kevin (BIATSS université Rennes 1)

AUTOMOBILE

Trois ans après, annulation du PSE chez GM&S

Le Conseil d'État vient d'annuler le plan social qui avait, à l'usine GM&S de La Souterraine dans la Creuse, supprimé plus de la moitié des effectifs : 157 salariéEs sur 277 mis hors de l'usine.

Cette usine avait été la première lutte ouvrière du mandat Macron, à l'été 2017. C'était l'usine où les ouvrierEs avaient menacé de « tout faire péter ». Depuis, l'usine tourne au ralenti, notamment parce que PSA et Renault ne tiennent pas leurs engagements de commandes.

« Motifs entachés d'erreurs de droit »

Jamais les travailleurEs de GM&S n'ont renoncé. Virés pour beaucoup hors de l'usine, ils ont continué d'agir pour faire valoir leurs droits sur tous les terrains y compris judiciaires. En octobre 2018, la Cour administrative d'appel de Bordeaux, saisie par eux, avait estimé que ce PSE (plan de sauvegarde de l'emploi), était basé sur des « motifs entachés d'erreurs de droit ». Les patrons de GM&S avaient fait appel de cette décision.



PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

Le Conseil d'État a conforté et confirmé, lundi 27 janvier, l'annulation du plan social mis en œuvre en 2017 chez GM&S. Il a estimé que ce PSE, homologué par les autorités administratives, aux ordres de la ministre du Travail de Macron, n'aurait pas dû baser les critères d'ordre de licenciement sur la seule ancienneté, alors que la loi demande aussi de prendre en compte les situations personnelles (parents isolés, réinsertion difficile, etc.) ainsi que les qualités professionnelles. Ce jugement est plus une victoire pour l'honneur. Elle ouvre en effet la possibilité d'obtenir de meilleures indemnités. Et beaucoup des licenciés sont actuellement proches des fins de droit. Parmi les ouvrierEs licenciés, qui n'avaient touché que l'indemnité légale, 55 avaient saisi les prud'hommes qui attendaient la décision du Conseil d'État pour rouvrir le dossier. Ils peuvent maintenant espérer une indemnité complémentaire payée par l'assurance garantie des salaires. Et ce n'est pas fini. Car les ouvrierEs de GM&S ont aussi intenté une action toujours en cours d'instruction contre PSA et Renault pour n'avoir pas tenu leurs engagements en commandes passées à GM&S. La victoire des ouvrierEs de GM&S, c'est toujours cela de pris. C'est une gifle pour le gouvernement Macron qui avait avalisé ce plan aujourd'hui jugé non conforme à la loi. C'est un encouragement à ne jamais renoncer et à œuvrer à la fin de ces prétendus « plans pour l'emploi » qui ne sont que des plans de licenciement.

Blog NPA-auto-critique



POUR VOUS ABONNER, RENDEZ-VOUS PAGE 12...

Les comités en action!

Saint-Malo Réunion-débat du NPA Pays malouin. Du mouvement des Gilets jaunes à celui des hospitalierEs jusqu'à la lutte contre la réforme des retraites: quels enseignements pour celles et ceux qui veulent changer la société? Samedi 1^{er} février à 17h à la nouvelle salle de quartier de Rocabay (Angle rue Jules-Ferry et bd Villebois-Mareuil).

L'Anticapitaliste la revue
Le n° 111 est disponible

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :

L'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.
Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

Municipales

Bordeaux: de la rue aux urnes et inversement?

Cela peut paraître étrange de parler élections alors que nous nous trouvons en pleine mobilisation sociale. Et pourtant nous en sommes bien là. À moins de deux mois des municipales, nous venons de nous lancer dans la campagne.

Certes, notre conférence de presse a eu lieu le 24 janvier, jour de grève nationale, juste avant d'aller manifester. Il était important justement de faire le lien entre la bataille actuelle contre la réforme des retraites et ce que nous voulons exprimer dans ces élections. Et aussi parce que c'est bien cette situation sociale inédite qui a permis de faire « Bordeaux en luttés ».

«Tous ensemble» ?

La succession des manifestations, des actions diverses de blocages ou autres, a fait que nous, militantEs NPA, avons côtoyé plus régulièrement des militantEs d'autres organisations politiques, syndicales et associatives. À force de crier « Tous ensemble » et de défendre la nécessité de convergence, avec la radicalisation ambiante des esprits, cela a influé sur la préparation des municipales.

Plutôt que de partir comme habituellement, chacun de son côté, nous étions quelques-unEs à nous dire que ce serait dommage de ne pas regrouper quelques forces militantes, en vérifiant que nous pouvions dire les mêmes choses ensemble, mettre en avant un « programme » politique contestataire et anticapitaliste.

Un collectif nommé Bordeaux debout, comprenant principalement des militantEs de La France insoumise et de Ensemble avait commencé, dès octobre, à proposer au NPA une discussion sur l'éventualité d'une liste commune. Même si cela faisait débat chez eux, touTEs n'étant pas forcément unanimes sur cette option.

Mais cela a fait aussi débat, logiquement, au sein du NPA. Des camarades étant tout simplement hostiles à faire campagne avec LFI, quel que soit le programme, d'autant plus que la tête de liste proposée par Bordeaux Debout est Philippe Poutou, l'un des porte-parole du NPA. De quoi perturber effectivement. Une discussion, difficile, entre les partisans d'une liste commune sur la base d'un accord politique et les tenants d'une liste NPA, allait donc durer un bon moment.

Un soutien important s'exprime déjà

Au bout, ce sont deux votes majoritaires, dans deux assemblées générales, des deux groupes militants, qui ont acté le choix d'une liste commune. Une décision prise sur la base d'un texte élaboré en commun, définissant un profil anticapitaliste, se revendiquant des luttes actuelles, mettant en avant la répartition des richesses, la nécessité d'une politique au service des classes populaires, une écologie radicale, la défense des emplois des services publics



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

de proximité, la réquisition des logements vides, la gratuité des transports en commun, la démocratie directe dans les quartiers, dénonçant aussi la répression policière du mouvement social vécue lors du mouvement des Gilets jaunes à Bordeaux, comme dans les quartiers populaires...

Il nous reste tout à faire, construire la liste, mettre en place un fonctionnement collectif et démocratique, entraîner et regrouper les milieux militantEs associatifs, syndicalistes, Gilets jaunes, celles et ceux qui militent et combattent au quotidien. Au-delà des élections, nous aimerions ainsi aider à reconstruire un cadre militant plus

large, qui permettrait de redonner confiance, dans la continuité de ce qui se passe dans la rue actuellement.

Avec une liste qui regroupe notamment LFI et NPA, en plus avec une figure nationale, cela fait deux raisons de ne pas passer inaperçu. Et cela a eu un écho dans les médias comme dans la population car un soutien important s'exprime déjà. Alors nous espérons faire du bruit dans cette campagne et puis, durant les six années qui suivent, si nous arrivons à obtenir des éluEs (ce qui serait un exploit). L'objectif est de bousculer la routine de ces élections, en commençant par contrer les trois principaux candidats, qui sont tous libéraux, plus ou moins conservateurs et réactionnaires, un de droite, un macronien (donc de droite) et un prétendu écolo qui veut se faire passer pour quelqu'un de gauche. Enfin, nous souhaitons convaincre que pour changer la donne, nous n'avons que notre auto-organisation et nos luttes, et que c'est en faisant de la politique nous-mêmes qui nous y arriverons.

CorrespondantEs

Bande dessinée

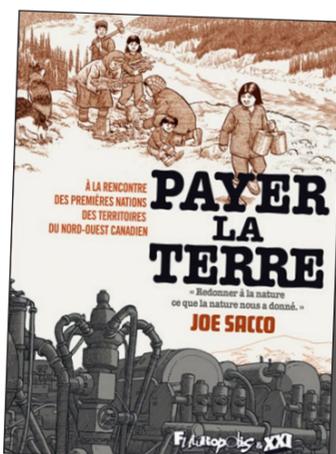
Joe Sacco: le reportage anticolonialiste dans la peau

Emmanuel Macron a déclaré le 22 janvier, depuis Jérusalem que « l'antisémitisme, lorsqu'il est la négation de l'existence d'Israël comme État, est un antisémitisme ». Une scandaleuse déclaration qui n'a guère dû plaire au grand journaliste étatsunien pro-palestinien Joe Sacco dont les ouvrages sur la colonisation sioniste et sur Gaza en particulier font autorité dans le monde mais ne sont pas édités en Israël.

Joe Sacco, né le 2 octobre 1960 sur l'île de Malte, vient de publier un magnifique documentaire en BD, *Payer la terre*¹, sur l'histoire des Dénés, peuple amérindien vivant le long du fleuve Mackenzie. Spoliation au 19^e siècle, rapt des enfants pour les « civiliser » jusqu'à récemment, puis exploitation contemporaine du pétrole et du gaz de schiste brut, sur fond de « crise identitaire ».

Le déclic Edward Saïd

Journaliste, formé dans les meilleures écoles de journalisme étatsuniennes, il a dès le plus jeune âge contracté une passion contre les guerres impérialistes et pour le dessin. Il s'est même consacré à la Première Guerre mondiale sous forme de tapisserie et d'ouvrage révolutionnaire sur la forme que nous avons salué en 2014². Immigré en Amérique, il a un temps cru à l'indépendance et à l'objectivité des médias US avant de tomber sur un livre d'Edward Saïd, le grand écrivain palestino-américain. Ainsi racontait-il, en 2015, aux éditions Rackham, sa prise de conscience :



« Le second point – à propos des journalistes américains – était pour moi d'autant plus exaspérant qu'après m'être difficilement efforcé de rentrer dans leur moule, je constatais à quel point leur travail sur la question était déficient et honteux. Ils ne m'avaient pas du tout informé. Jusqu'à ce que je quitte l'université, malgré ma fréquentation assidue des journaux et des actualités télévisées,

je n'avais jamais disposé du moindre élément pour comprendre qui étaient les Palestiniens et quel était le sens de leur combat.

En réalité, comme je le détaille dans ce livre, j'associais simplement Palestiniens et terrorisme. La conception que j'avais reçue d'un Israël innocent, victime isolée dans un océan d'Arabes déments, a commencé à se fissurer après le bombardement aérien de Beyrouth (utilisant des bombes fournies par les États-Unis soi-disant à des fins purement « défensives ») et l'invasion massive du Liban au début des années 1980. Les massacres des camps de Sabra et Chatila, où des centaines de Palestiniens sans défense furent exécutés par une milice chrétienne alliée aux forces d'occupation israéliennes dans une zone contrôlée par les Israéliens ont éveillé mes premiers soupçons sur la dynamique du pouvoir à l'œuvre dans cette région : elle n'était pas tout à fait celle qu'on avait voulu m'inculquer. J'ai donc commencé à lire autre chose que les journaux américains. Je remercie "Blamming the Victims", édité par Christopher Hitchens et Edward Saïd, "La Question palestinienne" de

Saïd ou "Le Triangle fatal" de Noam Chomsky. D'autres livres ont comblé mes lacunes mais ceux-ci m'ont les premiers ouvert les yeux. Avant de les lire, je pensais être une personne intelligente et relativement bien informée. J'ai vraiment été secoué par ce que j'avais ignoré jusque-là et ce que je ne savais toujours pas ».

Conscient de toutes les situations d'oppression

Pour Palestine, une nation occupée, il a reçu le American Book Awards en 1996. *Gaza 1956*, en marge de l'histoire, a reçu le prix Eisner du meilleur auteur de reportage et le prix Regards sur le monde du festival d'Angoulême en 2011. Conscient de toutes les situations d'oppression dans le monde et qu'il ne pouvait toutes les décrire, il a voulu plonger dans la réalité de l'île de son origine : Malte. Il a donc enquêté sur l'arrivée massive de migrantEs africains et raconté leurs désastreuses conditions de vie, l'hostilité de riches maltais et des politiques locaux corrompus mais aussi l'abnégation des humanitaires. Le reportage intitulé *The Unwanted* (« les Indésirables ») place l'Europe officielle devant ses responsabilités comme il l'avait fait pour la Bosnie des années 1990. Que ce rapide tableau, trop panégyrique pour plaire vraiment à Joe Sacco, nous incite à le (re)découvrir, à le lire et à le soutenir.

Sylvain Chardon

1 – *Payer la terre*, 272 pages chez Futuropolis, paru le 10 janvier 2020.

2 – Voir la Grande Guerre, le premier jour de la bataille de la Somme, dans *L'Anticapitaliste* du 22 mai 2014.

La fin de « Vienne la rouge »

Première partie : l'apogée de la social-démocratie autrichienne

Le 14 janvier 1918, des grèves commencèrent à Vienne et s'étendirent rapidement à toute l'Autriche et à d'autres parties de l'empire austro-hongrois. Dans les motifs se mêlaient le rationnement alimentaire et l'aspiration à la fin de la guerre. Le parti social-démocrate (SDAPÖ)¹ était un parti puissant, doté de théoriciens de valeur (notamment sur la question nationale), mais durant toute la période qui suivit, l'attitude de ses dirigeants fut gouvernée par l'attente du « bon moment » pour la prise du pouvoir.

Concessions de façade

Dans un texte écrit en 1923, Otto Bauer, qui était en 1918 un des dirigeants de la gauche du parti, insiste sur l'espoir qu'avaient les masses « de pouvoir transformer immédiatement la grève en révolution, de s'emparer du pouvoir et de gagner la paix ». Le gouvernement impérial semblait impuissant et, pourtant, les dirigeants de la social-démocratie autrichienne, la droite mais aussi la gauche du parti, s'employèrent à canaliser le mouvement, à le faire (non sans mal) rentrer dans son lit en arrachant des concessions de façade au gouvernement.

À l'automne 1918, la monarchie austro-hongroise se disloqua. Plutôt que de revendiquer le pouvoir pour les conseils d'ouvriers et de soldats qui se développaient, les sociaux-démocrates acceptèrent de diriger un gouvernement de coalition issu de l'Assemblée nationale provisoire. Les conseils étaient un lieu de débat politique mais aussi de prise en charge de besoins concrets de la société dans une situation de crise de l'État : ravitaillement, gestion du logement, soutien aux chômeurs ; ils prirent le contrôle de quelques entreprises. Il n'y eut pas d'évolution vers une situation de double pouvoir, notamment du fait de l'hégémonie social-démocrate en leur sein et de la confiance que les travailleurs, même ceux favorable à une issue révolutionnaire, leur témoignaient : les élections aux conseils donneront moins de 10 % des voix aux communistes.

Une Assemblée constituante fut élue en février 1919, le social-démocrate Karl Renner devint Chancelier tandis que la révolution gagnait la Hongrie (le 21 mars 1919) et la Bavière (7 avril). Otto Bauer (alors ministre des Affaires étrangères) a toujours reconnu dans ses écrits que la prise du pouvoir aurait été possible à ce moment-là, mais il soutenait que le pouvoir prolétarien n'aurait pas duré, confronté à la contre-révolution et à l'intervention des puissances étrangères. S'y ajoutait la situation économique difficile de l'Autriche. Les révolutions bavaroise et hongroise furent laissées à leur sort ; pourtant si l'Autriche avait donné la main d'un côté à la Hongrie, de l'autre à la Bavière, la situation en Europe centrale aurait peut-être été bouleversée². L'écrasement de la révolution hongroise retentit sur les conseils autrichiens, que les sociaux-démocrates s'employèrent à vider de leur substance révolutionnaire et à faire rentrer dans le moule des institutions.

Vienne la Rouge

Aux élections de 1920, les sociaux-démocrates furent repoussés à la deuxième place. Ils perdirent le poste de Chancelier au profit des chrétiens



Wahlplakat von Victor Theodor Slama, 1927.

« L'homme rouge dit: voici ce que j'avais promis, ce que j'ai réalisé, ce que je promets aujourd'hui – Alors vote social-démocrate! » DR

sociaux (mais restèrent un temps au gouvernement). Un certain nombre de réformes sociales importantes (congés payés, réduction du temps de travail, assurance maladie, droit de vote des femmes, interdiction du travail des enfants, abolition de la peine de mort, etc.) entrèrent en vigueur : la social-démocratie voulait démontrer que si elle renonçait temporairement (?) à la révolution sociale, elle se battait toujours pour plus de justice sociale. Par ailleurs, le SDAPÖ prit en main la gestion de la province de Vienne où il était hégémonique. Des réalisations considérables furent impulsées : construction de cités ouvrières grandioses dotées d'appartements confortables (comme le Karl-Marx-Hof) et de crèches ; création de centres de santé et de colonies de vacances ; réforme de l'éducation, etc. Ces indéniables améliorations de la situation des travailleurs permirent aux socialistes de conserver une large assise. « Vienne la Rouge » devint un modèle. La social-démocratie autrichienne échappait à la division du mouvement ouvrier : le parti communiste restait très minoritaire, le parti social-démocrate comptait quelque 700 000 membres (dans un pays de moins de 7 millions d'habitants) et obtenait autour de 40 % des voix aux élections nationales (41,1 % en 1930). Aux élections locales, à Vienne, son score atteignit 59 % en 1932. Les syndicats à direction social-démocrate regroupaient la grande majorité des salariés syndiqués.

Le tournant de 1927

L'année 1927 constitua un point tournant. Le 30 janvier, le Schutzbund avait organisé une contre-manifestation pacifique face à un rassemblement prévu par les Heimwehren dans une petite ville de province. Deux des manifestants du Schutzbund furent tués à coups de feu. Les meurtriers passèrent en jugement et furent acquittés le 14 juillet.

Ce verdict déclencha une indignation immédiate parmi les travailleurs. Sentant le danger, le chef de la police viennoise prit contact avec les dirigeants sociaux-démocrates pour leur demander s'ils avaient l'intention de manifester. Ceux-ci répondirent par la négative. C'était effectivement le cas : ils avaient décidé de ne rien faire sauf un article de protestation dans l'*Arbeiter Zeitung*. Le matin, les ouvriers déferlèrent sur le centre de Vienne. Dans un tome de son autobiographie publié en 1980,

Elias Canetti, prix Nobel de littérature, alors âgé de 22 ans, étudiant et non-militant, raconte :

« Je sens encore l'indignation qui m'envahit lorsque j'eus en main le journal "Die Reichspost" [quotidien gouvernemental] ; il y avait une énorme manchette : "Un verdict justifié". [...] De tous les arrondissements de la ville, les ouvriers affluèrent en cortèges serrés vers le Palais de justice qui, par son seul nom, incarnait pour eux l'injustice. Mon propre exemple me montra comment cette réaction était spontanée. Je partis en ville à vélo rejoindre le plus rapidement possible un de ces cortèges. Les ouvriers, ordinairement si disciplinés, faisant toute confiance à leurs dirigeants sociaux-démocrates, satisfaits de leur manière exemplaire de gérer la commune de Vienne, les ouvriers agirent ce jour-là sans l'assentiment de leurs dirigeants. Lorsqu'ils mirent le feu au Palais de justice Seitz, le maire de Vienne, monta sur une voiture de pompiers, le bras levé, leur barra la route. Son geste resta inefficace : le Palais de justice continua de brûler. La police donna l'ordre de tirer : il y eut quatre-vingt-dix morts »³.

Yvon Bourdet écrit que le 15 juillet 1927 peut être considéré comme « le grand tournant et le commencement du déclin de la social-démocratie autrichienne ».

Henri Wilno

1 – Le parti autrichien avait conservé le nom adopté lors de sa formation : Sozialdemokratische Arbeiterpartei Österreichs, SDAPÖ. De 1921 à 1923, il a impulsé une Internationale intermédiaire entre l'Internationale socialiste (considérée comme réformiste) et l'Internationale communiste (caractérisée comme inféodée aux Soviétiques). En 1923, cette Internationale « 2 1/2 » fusionna avec l'Internationale socialiste.

2 – Yvon Bourdet, *Otto Bauer et la révolution*, EDI, 1968.

3 – Elias Canetti, *Histoire d'une vie. Le flambeau dans l'oreille*, Albin Michel, 1982, pages 258-259 (rééditions plus récentes).

Documents

Voir les paragraphes consacrés à la période dans *Le mouvement ouvrier autrichien* sur le site du Maitron : <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article197784>

Roman Rodolsky, « La situation révolutionnaire en Autriche en 1918 et la politique des sociaux-démocrates ». Ce texte a été publié en français par Critique communiste, n° 8-9 de septembre-octobre 1976. <http://www.contretemps.eu/wp-content/uploads/CritiqueCo-8-181-228.pdf>

Henri Wilno, « Otto Bauer, théoricien de la "révolution lente" », L'Anticapitaliste, la revue, n° 55, juin 2014 : <https://npa2009.org/idees/otto-bauer-theoricien-de-la-revolution-lente>



Schutzbund défilant en 1928. DR

« La vision du magistrat que voudrait faire triompher le politique est celle d'un juge neutre »

Le statut des magistrats, le fonctionnement de l'institution judiciaire lui permettent-elles de jouer ce qui devrait être son véritable rôle, celui d'une autorité – puisqu'elle n'est pas, dans notre Constitution, un pouvoir – en mesure de contribuer aux équilibres démocratiques, en protégeant le droit à la sûreté des citoyens et leurs libertés individuelles, en assurant un traitement égalitaire des justiciables, et en permettant l'accès de chacun à l'exercice de ses droits ? Le point de vue de **Katia Dubreuil**, présidente du Syndicat de la magistrature.

Dans l'imaginaire collectif, la réponse s'impose : elle ne le peut pas car elle n'est pas indépendante du pouvoir exécutif. L'absence d'évolution du statut des magistrats démontre en effet le choix constant des différentes majorités en responsabilité depuis 1958 de repousser aux calendes grecques l'adoption de règles de nomination et de discipline des magistrats qui permettraient d'écarter tout soupçon d'intervention du gouvernement dans les affaires judiciaires. Ce faisant, les responsables politiques de tous bords ont toujours maintenu la justice dans une faiblesse structurelle, puisque ces mêmes responsables, lorsqu'ils sont visés par une enquête, se prévalent de l'insuffisante indépendance de la justice pour crier à la manipulation politique, faisant gonfler du même coup la crise de confiance entre les citoyens et leur justice.

Une justice asservie ?

La carrière des magistrats du parquet, et, ce qu'on oublie souvent, dans une moindre mesure, du siège, est en effet largement entre les mains du garde des Sceaux. Celui-ci fait son choix parmi les magistrats ayant candidaté pour chaque poste – à l'exception des présidents et premiers présidents des juridictions – et le Conseil supérieur de la magistrature (CSM) donne un avis sur ce choix, qui doit être conforme pour les magistrats du siège alors que, s'agissant du parquet, le garde des Sceaux peut toujours outrepasser leur avis. De fait, le CSM ne trouve pas matière à rendre des avis non conformes ou défavorables lorsque les candidats ont des profils équivalents, ce qui laisse au garde des Sceaux toute latitude pour faire entrer dans son choix une part d'intuitu personae. Cette anomalie ne connaît aucune justification. C'est la raison pour laquelle le Syndicat de la magistrature revendique que le CSM, dont nous demandons une réforme de la composition, soit seul chargé de la compétence de nommer les magistrats.

Le fantasme d'une justice asservie au pouvoir exécutif ne correspond pas pour autant à la réalité : l'indépendance est une des obligations déontologiques des magistrats et l'immense majorité des magistrats y est extrêmement attentive. Ces règles de nomination ont principalement pour effet d'affaiblir la justice, soit parce que les citoyens mettent en doute chaque décision en voyant la main du gouvernement derrière elle, même lorsque ce n'est pas le cas, soit parce que quelques magistrats très visibles – précisément, et pour cause, ceux qui occupent certains postes de la

Syndicat de la Magistrature



hiérarchie – prennent leurs décisions pour complaire à ce qu'ils pensent que l'exécutif attend d'eux.

Pouvoir de la hiérarchie

Mais ces règles de nomination sont loin d'épuiser le sujet. L'indépendance de l'institution et sa capacité de résistance pour constituer une autorité autonome ne se mesurent pas qu'à cette aune.

Les règles d'organisation interne des juridictions donnent en effet un pouvoir exorbitant à la haute hiérarchie judiciaire sur l'ensemble des magistrats : ce sont les chefs de juridiction qui déterminent le service précis confié au magistrat, ce sont eux qui valident ou non les congés, ce sont eux qui évaluent les magistrats, cette évaluation étant primordiale pour l'avancement en grade et pour obtenir une mutation dans le poste souhaité. Le Syndicat de la magistrature milite ainsi depuis toujours pour le grade unique dans la magistrature, une évolution de la rémunération à la seule ancienneté, pour l'élection des chefs de juridiction par les magistrats qui la composent, et une évaluation des magistrats confiée à un corps d'inspecteurs rattaché au CSM.

Or certains chefs de cour ont démontré ces derniers mois qu'ils se vivaient davantage comme des exécutants de la politique mise en œuvre par la ministre que comme des représentants d'une institution indépendante du pouvoir. Les discours particulièrement vindicatifs de certains d'entre eux, lors des audiences solennelles de rentrée, à l'égard des professionnels de justice qui manifestaient contre le projet de loi de réforme de la justice en sont un exemple.

Attaques de l'exécutif

Dans ce contexte d'une justice corsetée par le statut des magistrats et les règles d'organisation internes des juridictions, les magistrats subissent des attaques directes du pouvoir exécutif contre leur liberté d'expression et d'engagement. Ces libertés, obtenues progressivement dans une lutte qui a été la raison d'être de la création du Syndicat de la magistrature à la fin des années 1960, sont cruciales pour que la

justice sorte de sa tour d'ivoire, dialogue avec la société, puisse dénoncer les dysfonctionnements en son sein, fasse entrer la question du rôle de la justice dans le débat public, afin d'exister véritablement dans les équilibres démocratiques. L'enquête administrative lancée par le ministre contre Éric Alt, magistrat engagé contre la corruption et vice-président d'Anticor, en est un exemple patent.

La vision du magistrat que voudrait faire triompher le politique est celle d'un juge neutre, ce qui est une manière de retirer à la justice la légitimité à appliquer la norme en étant créatrice du Droit et de droits. On peut citer à cet égard la décision de relaxe, à Lyon, des décrocheurs de portrait du président de la République, qui a fait scandale. Dans un débat aujourd'hui biaisé par le poncif de la neutralité du juge, l'idée selon laquelle le juge rétablit un équilibre en utilisant l'ensemble des normes à concilier entre elles, normes internationales et nationales, principes fondamentaux, ne va pas de soi, alors que tout juriste a appris sur les bancs de la faculté que le juge, et les revirements de jurisprudence, faisaient avancer le droit pour qu'il s'adapte à l'évolution de la société.

État de droit ?

Ce contexte qui fragilise particulièrement le juge et remet en cause la place même de la justice se conjugue avec les conditions dégradées dans lesquelles elle est rendue, dans un contexte de montée en puissance d'une « technostructure » au sein de la magistrature, issue de la création ces dernières années par la chancellerie de postes de la hiérarchie intermédiaire, qui veille au grain à la productivité judiciaire, et de procédures elles-mêmes de plus en plus dégradées.

Des réformes des procédures civiles comme pénales s'enchaînent pour juger plus et plus vite au détriment de la qualité et de l'humanité de la justice, sans augmenter les effectifs

qui placent la France loin derrière les standards européens. La dernière loi, votée en mars 2019, est ainsi à visée uniquement gestionnaire dans un contexte de flux tendus.

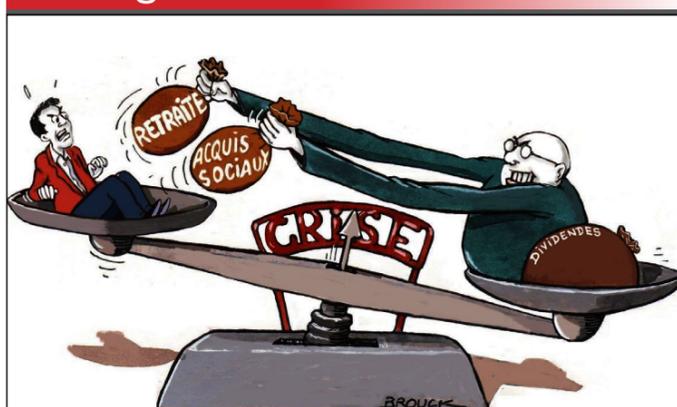
En matière pénale, le lien entre peines d'emprisonnement prononcées, engorgement des prisons et procédure de comparution immédiate est documenté et dénoncé depuis longtemps par le syndicat, qui réclame la suppression de cette procédure. La réforme votée en mars 2019 accentue le recours à ces procédures rapides en matière pénale avec, comme corollaire, de nouvelles mesures d'affaiblissement du juge d'instruction en confiant au parquet toujours plus de prérogatives d'enquête très intrusives sans les garanties de la procédure contradictoire qui existent à l'instruction.

Les magistrats opèrent par ailleurs dans un champ rétréci par la montée en puissance des pouvoirs de police administrative et des législations d'exception qui imprègnent par la suite l'ensemble du droit. L'état d'urgence, et son introduction dans le droit commun en octobre 2017, laissent des traces durables abîmant notre État de droit. Sa logique préventive, permettant de priver les citoyens de leurs libertés sur la base de simples soupçons des services du renseignement, est largement étendue en dehors de la prévention des actes de terrorisme, et chacun a pu en constater l'utilisation contre les manifestants.

Au Syndicat de la magistrature, nous voyons se développer la souffrance de bon nombre de magistrats qui n'ont pas choisi ce métier pour l'exercer dans ces conditions. La résistance individuelle est difficile, et l'action collective, en lien avec les autres organisations de la société civile, est vitale pour obtenir les réformes permettant de replacer la justice au cœur des équilibres démocratiques.

Propos recueillis par Robert Pelletier

L'image de la semaine



Vu ailleurs

NDDL : VINCI RACKETTE L'ÉTAT ET LE CONTRIBUABLE. Un milliard d'euros. C'est, selon des proches du dossier au sein de l'État, l'ordre de grandeur de l'indemnisation qu'avance le groupe Vinci pour la résiliation par l'État du contrat de concession des aéroports de Nantes-Atlantique, de Saint-Nazaire-Montoir et de feu Notre-Dame-des-Landes à la suite de l'abandon de la construction de ce dernier il y a deux ans. Signé fin 2010 par l'État et le groupe Vinci, ce contrat entré en vigueur en 2011 accordait au groupe de BTP une concession de 55 ans pour la gestion de ces aéroports, sachant que l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes devait, une fois construit, remplacer celui de Nantes-Atlantique. [...] Selon nos sources, ce chiffre prend en compte les dépenses déjà engagées par Vinci dans le cadre du contrat (c'est-à-dire l'ensemble des démarches préparatoires au projet de Notre-Dame-des-Landes, les différentes études réalisées, les travaux préliminaires), le produit de l'exploitation de Nantes-Atlantique et de Saint-Nazaire-Montoir (qui correspond aux bénéfices réalisés depuis dix ans et à l'augmentation de la valeur des actifs au cours de cette période), et le manque à gagner pour l'exploitation future qui n'aura pas lieu, puisque la concession s'achèvera en 2022 quand un nouveau concessionnaire, sélectionné par appel d'offres, prendra le relais pour la gestion de Nantes-Atlantique et Saint-Nazaire-Montoir. Soit 44 ans avant la fin de la concession prévue dans le contrat. D'où ce chiffre exorbitant d'un milliard d'euros. En tout cas, ce montant d'un milliard d'euros dépasse largement les estimations des auteurs du rapport gouvernemental sur Notre-Dame-des-Landes en 2017, lesquels évoquaient un montant maximal de 350 millions d'euros. Un chiffre d'ailleurs considéré fin 2018 par le Conseil d'État comme « déraisonnable », au motif que Vinci n'avait en tout investi dans le projet d'aéroport du Grand Ouest « que 9 millions d'euros entre 2011 et 2018 ». [...]

« Les avocats épluchent le dossier. Si Vinci veut aller plus vite, qu'ils enlèvent quelques zéros à ce milliard », insiste-t-on du côté des autorités.

Il est évident que l'État veut limiter au maximum la facture pour, d'une part, ne pas reproduire le scénario catastrophique du retrait des portiques de l'écotaxe en 2015 qui lui avait coûté près d'un milliard d'euros et, d'autre part, se voir reprocher d'avoir trop donné à un groupe souvent accusé d'avoir obtenu de belles affaires de l'État, comme les autoroutes.

Fabrice Gliszczynski, « Notre-Dame-des-Landes : le milliard de la discorde entre Vinci et l'État », la Tribune, 24 janvier 2020.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 20 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 44 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 38 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 38 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 10 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org